



Évaluation de l'impact des politiques visant à favoriser un environnement alimentaire et des régimes alimentaires sains

Mise en œuvre du Cadre d'Action de la Deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition



UNSCN

United Nations System Standing Committee on Nutrition

Octobre 2016

Tous droits réservés. Le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies encourage l'utilisation et la diffusion du contenu de ce produit. Le contenu peut être reproduit et diffusé à des fins d'enseignement ou à d'autres fins non commerciales sous réserve que le Comité permanent de la nutrition soit correctement mentionné comme source et qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que le Comité approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction et d'adaptation, ainsi qu'à la revente et autres droits d'exploitation commerciale, doit être adressée par courrier électronique au secrétariat du Comité permanent de la nutrition, à l'adresse: info@unscn.org.



Évaluation de l'impact des politiques visant à favoriser un environnement alimentaire et des régimes alimentaires sains

Mise en œuvre du Cadre d'Action de la
Deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition



UNSCN

United Nations System Standing Committee on Nutrition

Octobre 2016

Remerciements

Le présent document de travail a été rédigé par Anna Herforth, assistante de recherche associée à l'Université Columbia (États-Unis).

Son élaboration n'a été possible que grâce aux contributions et aux observations d'un certain nombre d'experts et de collègues du système des Nations Unies. L'auteure tient à remercier tout particulièrement Francesco Branca, Anna Lartey, Kaia Engesveen, Katrin Engelhardt, Chizuru Nishida, Charlotte Dufour, Bibi Giyose, Marie-Caroline Dode, Tony Bennett, Ana Islas, Warren Lee, Florence Tartanac, David Pelletier, Eileen Kennedy, Claudio Schuftan, Stefano Prato, Rachel Nugent, Corinna Hawkes et Marzella Wüstefeld. Elle adresse aussi ses remerciements à Janice Meerman, qui a apporté des contributions mais aussi donné des conseils éditoriaux sur la version finale.

Le projet a été dirigé par Marzella Wüstefeld, du Secrétariat du Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies. Le soutien financier apporté par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, par l'intermédiaire du Ministère fédéral de l'alimentation et de l'agriculture (BMEL), a été grandement apprécié. Le présent document est disponible sur le site du Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies, à l'adresse www.unscn.org.

Sommaire

Avant-propos	3
Résumé	5
1. Justification et objet	10
2. Terminologie: système alimentaire sain, environnement alimentaire sain et régime alimentaire sain	13
3. Rôle de l'évaluation d'impact des politiques	18
3.1. Types de politiques ayant une incidence sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires	19
3.2. Solutions proposées pour l'évaluation d'impact	22
3.3. Difficultés inhérentes à l'évaluation d'impact	26
4. Évaluation et suivi de l'environnement alimentaire et des régimes alimentaires	29
4.1. Qualité des régimes alimentaires	30
4.2. Environnement alimentaire	34
4.3. Possibilité de suivre les indicateurs relatifs à l'environnement alimentaire et à la qualité des régimes alimentaires au niveau mondial	39
5. Conclusions et recommandations	41
Annexe 1. Exemple d'analyse type d'un ensemble de politiques	43
Annexe 2. Mesures recommandées par la CIN2 en vue de la création d'un environnement favorable à une action efficace	44
Annexe 3. Mesures recommandées dans le Rapport sur la nutrition mondiale en vue de la création d'un environnement politique favorable à la nutrition	45
Annexe 4. Exemples de politiques revêtant une importance du point de vue de l'environnement alimentaire et des régimes alimentaires	46
Références	47
Liste des abréviations	54

Avant-propos

Mise en œuvre du Cadre d'action de la Deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition

En 2014, l'OMS et la FAO ont organisé conjointement la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) afin de donner suite à la première, tenue en 1992. Au cours de la bonne vingtaine d'années qui a séparé ces deux manifestations, beaucoup de choses ont changé. La Conférence s'est ouverte sur le constat suivant: aujourd'hui, il ne s'agit plus de lutter simplement contre la faim mais de traiter le problème des enfants souffrant d'un retard de croissance, des personnes présentant diverses formes de carences en micronutriments et de la progression de l'excès pondéral et de l'obésité, souvent au sein des mêmes populations. La perception des enjeux nutritionnels et la priorité qui y est accordée au niveau politique ont aussi évolué: la nutrition occupe désormais une place de premier plan dans le programme de développement et la dynamique actuelle est extrêmement favorable aux avancées dans ce domaine.

Dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, proclamée par l'Assemblée générale le 1er avril 2016, les gouvernements et les autres parties prenantes sont appelés à participer activement à la mise en œuvre des engagements pris à la CIN2 sur les 10 prochaines années (2016-2025). L'un des thèmes principaux de la CIN2 était le rôle central des systèmes alimentaires dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes. La vision mise en avant lors de la manifestation était celle d'une consommation d'aliments variés, nutritifs et sans danger pour la santé grâce à des systèmes de production, de commercialisation et de distribution durables qui permettent à tous d'adopter un régime alimentaire sain. Les gouvernements se sont engagés à œuvrer en ce sens dans la Déclaration de Rome sur la nutrition. L'une des recommandations figurant dans le Cadre d'action de la CIN2 suggérait de revoir les politiques et investissements nationaux et d'intégrer les objectifs nutritionnels dans les programmes et politiques de manière à mettre en place des systèmes agricoles et alimentaires prenant en compte la nutrition et à favoriser des régimes alimentaires qui soient bons pour la santé. Que cela signifie-t-il concrètement? Les gouvernements disposent-ils des outils nécessaires pour examiner leurs politiques afin de déterminer dans quelle mesure elles prennent en compte la nutrition?

Le présent document fait progresser le débat en présentant tout d'abord un outil connu – l'évaluation d'impact – qui peut faciliter les choix en matière de politiques puis en montrant, de manière systématique, comment il peut être utilisé pour qu'on aboutisse à de bons systèmes alimentaires. On ne peut attendre des gouvernements qu'ils évaluent les impacts des politiques sur la santé des systèmes alimentaires s'ils ne déterminent pas au préalable les principaux impacts. Le document traite en particulier de deux grands types d'impact sur les systèmes alimentaires, qu'il est indispensable de définir: la qualité des régimes alimentaires et l'environnement alimentaire.

L'environnement alimentaire est l'aboutissement du système alimentaire. L'environnement alimentaire détermine ce qui est consommé. Associé au revenu, il est également déterminant dans l'accès à la nourriture. En effet, pour qu'un consommateur puisse acheter des aliments sains et nutritifs en quantité suffisante afin de satisfaire ses besoins nutritionnels, il faut d'abord que ces aliments soient disponibles.

Par ailleurs, si des aliments sains sont à portée de bourse et s'ils sont pratiques et attractifs, alors un bon régime alimentaire deviendra la norme et ne sera plus réservé à quelques privilégiés. Voilà ce qu'est un environnement alimentaire sain. Il s'agit d'une notion à laquelle les gouvernements doivent accorder beaucoup plus d'attention s'ils entendent mieux prévenir la malnutrition sous toutes ses formes, de la dénutrition à l'obésité.

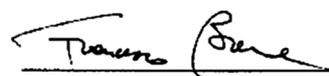
Le présent document se termine sur l'idée que, pour évaluer l'impact des politiques sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires, il est nécessaire d'opérer une «révolution» des données relatives à l'alimentation. La première Conférence internationale sur la nutrition (CIN) s'est tenue à une époque où les données sur la prévalence, les causes et les conséquences de l'état nutritionnel et des carences en micronutriments étaient en plein essor. Aujourd'hui, il est indispensable que les données et informations fassent un nouveau bond en avant afin que l'on approfondisse les connaissances sur l'environnement alimentaire et la qualité des régimes alimentaires – où y a-t-il des insuffisances, quelles sont leurs caractéristiques et quelles sont leurs conséquences sur la santé – et que l'on puisse, sur cette base, prendre les mesures voulues. Nous espérons que, outre le fait que les responsables politiques accordent désormais un degré de priorité plus élevé à la nutrition, l'amélioration des données permettra d'évaluer l'impact des politiques au service d'un environnement et de régimes alimentaires sains.

Nous espérons aussi que le présent document permettra de mieux comprendre en quoi les politiques menées dans différents secteurs influent sur la nutrition et contribuera, au bout du compte, à la cohérence des politiques.



Anna Lartey

Directrice
Division de la nutrition
et des systèmes alimentaires
FAO



Francesco Branca

Directeur
Département Nutrition pour la santé
et le développement
OMS

Résumé

La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) a mis en évidence le rôle crucial des systèmes alimentaires – aspects ayant trait à la production, à la transformation, à la distribution, à la commercialisation et à la préparation des aliments destinés à la consommation humaine – dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, y compris l'excès pondéral et l'obésité.

À cet effet, les États Membres ont pris les engagements suivants dans la **Déclaration de Rome**:

- Renforcer les systèmes alimentaires durables, de la production à la consommation et dans tous les secteurs concernés, en élaborant des politiques cohérentes des pouvoirs publics afin d'assurer, d'un bout à l'autre de l'année, l'accès des populations à des aliments répondant à leurs besoins nutritionnels et de favoriser une alimentation sûre et variée (engagement 15c).
- Faire une plus large place à la nutrition dans les stratégies, politiques, plans d'action et programmes nationaux pertinents et à adapter les ressources nationales en conséquence (engagement 15d).

Le **Cadre d'action** énumère les mesures recommandées en vue de mettre en place des systèmes alimentaires durables qui favorisent des régimes alimentaires sains. Il préconise notamment *d'examiner les politiques et les investissements nationaux et [d']intégrer des objectifs nutritionnels dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des programmes alimentaires et agricoles* (recommandation 8).

Ces engagements s'inscrivent dans le droit fil des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier de l'ODD 2 – *éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable*, et de ses cibles 2.1 (*D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante*) et 2.2 (éliminer la malnutrition sous toutes ses formes).

Dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, proclamée par l'Assemblée générale le 1^{er} avril 2016, les pays et les autres parties prenantes sont appelés à participer activement à la mise en œuvre des engagements pris à la CIN2 sur les 10 prochaines années (2016-2025). Il va sans dire que, pour tenir ces engagements, il convient d'évaluer les politiques afin de connaître leur incidence sur les régimes alimentaires et l'accès à des aliments nutritifs. À cet effet, plusieurs conditions doivent être réunies:

1. La capacité de mesurer et de suivre les résultats pertinents qui concernent l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires.
2. Un système permettant d'examiner au préalable les politiques de divers secteurs afin de déterminer leur incidence possible sur ces résultats.

Actuellement, plusieurs problèmes se posent:

1. Les indicateurs et les systèmes de suivi disponibles ne permettent pas de déterminer par une évaluation détaillée si l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires sont sains (selon la définition indiquée plus loin), résultat attendu de politiques cohérentes en matière de systèmes alimentaires.
2. Dans la plupart des pays, il n'existe pas de système permettant d'intégrer systématiquement ce résultat attendu dans les débats sur les politiques à suivre.

Le présent document détaille les possibilités et les difficultés inhérentes à l'objectif de la CIN2, à savoir élaborer des politiques cohérentes afin d'assurer, d'un bout à l'autre de l'année, l'accès des populations à des aliments répondant à leurs besoins nutritionnels. Il propose différents systèmes pour étudier l'impact des politiques sur l'environnement alimentaire et les résultats nutritionnels, systèmes qui reposent sur la capacité de mesurer les résultats.

Terminologie

Les systèmes alimentaires jouent un rôle dans les choix d'aliments à disposition des consommateurs, leur coût, leur commodité et leur attrait, autrement dit l'environnement alimentaire. L'environnement alimentaire, associé à des facteurs individuels – revenus, connaissances, temps, préférences – a une incidence sur la consommation alimentaire. Les régimes alimentaires, à leur tour, influent sur l'état nutritionnel et les risques de maladies non transmissibles.

Système alimentaire: Un système alimentaire est constitué de l'ensemble des éléments (environnement, individus, apports, processus, infrastructures, institutions, etc.) et des activités liés à la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation des denrées alimentaires, ainsi que du résultat de ces activités, notamment sur les plans socioéconomique et environnemental (HLPE 2014, p. 35).

Environnement alimentaire: L'éventail des aliments disponibles, abordables, pratiques et attractifs pour les consommateurs constitue l'environnement alimentaire. L'environnement que constituent les marchés alimentaires détermine ce que les consommateurs peuvent acheter et leur envoi des signaux. En outre, l'environnement que constituent les aliments prélevés dans la nature ou issus de la culture et de l'élevage peut aussi fournir des denrées disponibles et pratiques (Herforth et Ahmed 2015).

Entorno alimentario saludable: Environnement dans lequel les aliments, les boissons, et autres constituants des repas, qui entrent dans le régime alimentaire d'une population conformément aux directives alimentaires nationales sont largement disponibles, à des prix abordables, sont relativement commodes et font l'objet d'une promotion importante (adapté de Swinburn et al. 2013). Les résultats de la CIN2, formulés dans le Cadre d'action, englobent notamment les recommandations ci-dessous, qui concernent la bonne santé de l'environnement alimentaire:

- Améliorer l'accès, notamment économique, à des aliments frais;
- Accroître la production, réduire les pertes et le gaspillage, améliorer la distribution des fruits et légumes et limiter la transformation en jus;
- Accroître la production et l'utilisation de graisses non saturées en lieu et place des graisses trans et des graisses saturées;
- Rendre l'eau potable accessible à tous;
- Proposer des aliments bons pour la santé dans les institutions publiques et les établissements de restauration privés;
- Faire en sorte que les activités de commercialisation respectent les principes d'information du public et empêcher la commercialisation d'aliments mauvais pour la santé.

Sécurité alimentaire: Accès matériel et économique d'une population à des aliments sains et nutritifs en quantité suffisante pour satisfaire ses besoins énergétiques alimentaires, qui répond à ses préférences alimentaires, et lui permet de mener une vie active et en santé (FAO 1996). Cet accès est déterminé par l'environnement alimentaire et des facteurs individuels.

Régime alimentaire: Aliments et boissons qu'une personne a l'habitude de consommer.

Régime alimentaire sain: Le régime alimentaire contribue à protéger de la malnutrition sous toutes ses formes, ainsi que des maladies non transmissibles comme le diabète, les pathologies cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux et les cancers. Selon l'aide-mémoire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un régime alimentaire sain doit comporter les éléments suivants (OMS 2015c):

- Des fruits, des légumes et des légumineuses (lentilles, haricots secs, etc.), des fruits à coque et des grains entiers (maïs, millet, avoine et blé non transformés, riz brun, par exemple);
- Au moins 400 grammes (cinq portions) de fruits et légumes par jour;
- Des sucres libres représentant moins de 10 pour cent de l'apport énergétique total;
- Des graisses représentant moins de 30 pour cent de l'apport énergétique total. Les graisses non saturées (présentes, par exemple, dans le poisson, l'avocat, les fruits à coque et les huiles de tournesol, de colza et d'olive) sont préférables aux graisses saturées (présentes, par exemple, dans la viande grasse, le beurre, les huiles de palme et de coprah, la crème, le fromage, le beurre clarifié de bufflonne et le saindoux). Les graisses trans industrielles (présentes dans les aliments transformés, les plats cuisinés, les collations, les aliments frits, les pizzas surgelées, les tartes, les biscuits, la margarine et les produits à tartiner) n'entrent pas dans le cadre d'un régime alimentaire sain.
- Moins de cinq grammes de sel iodé (soit l'équivalent d'une cuillère à café) par jour.

Élaboration d'une méthode pour évaluer l'impact des politiques (au préalable)

- Lorsque l'on envisage de mettre en œuvre des politiques et programmes nouveaux, on réalise souvent une évaluation de leurs impacts social, sanitaire et environnemental. Il est rare qu'une politique bénéficie à tous ces domaines de manière égale; en général, la priorité est accordée à certains aspects. Toutefois, un élément est absent du débat sur les politiques: l'impact sur la nutrition en santé publique.
- L'évaluation d'impact est un outil qui pourrait permettre d'améliorer la prise en compte de la nutrition. Elle s'appuie sur des méthodes qui consistent à prévoir les impacts possibles d'une politique ou d'un projet sur toutes les populations et sous-groupes de population concernés. L'évaluation d'impact ex ante de politiques relatives aux systèmes alimentaires est conçue pour favoriser un environnement alimentaire et des régimes alimentaires sains.

Il existe trois manières d'évaluer l'impact des politiques sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires:

- (1) Évaluer spécifiquement l'impact de politiques destinées en premier lieu à améliorer la nutrition sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires. Il est possible, par exemple, de réaliser une évaluation de l'impact d'une taxe applicable aux boissons sucrées sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires.
- (2) Examiner un ensemble de politiques du secteur alimentaire et agricole afin d'évaluer leur effet cumulé sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires et de déterminer si l'élaboration d'une nouvelle politique ou la révision des politiques existantes permettrait de rendre cet effet plus positif. Les politiques concernées portent principalement sur la production agricole, les marchés et le commerce, la transformation des aliments et la demande des consommateurs, et le pouvoir d'achat.
- (3) Intégrer l'évaluation d'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires dans des évaluations plus larges de l'impact sanitaire ou social de politiques nouvelles, en mettant l'accent sur les domaines susmentionnés.

L'évaluation d'impact comporte plusieurs difficultés: 1) la nécessité de renforcer les capacités en matière de nutrition, d'élever le degré de priorité accordé à ce domaine au plan politique et, plus généralement, de réaliser des évaluations d'impact des politiques; 2) l'absence d'éléments de comparaison attestés lorsque des politiques similaires ont pu être envisagées ou instaurées ailleurs; 3) le manque d'indicateurs et de données permettant de comprendre la situation en matière d'environnement alimentaire et de qualité des régimes alimentaires.

Élaboration de méthodes d'évaluation de l'environnement alimentaire et de la qualité des régimes alimentaires

Un ensemble d'indicateurs essentiels de l'**environnement alimentaire** donnerait un aperçu de cet environnement, à savoir les catégories d'aliments les plus disponibles, abordables, pratiques et attractives/commercialisées. En suivant ces indicateurs, il serait possible de repérer les domaines dans lesquels les politiques pourraient avoir un effet positif ou négatif sur la santé globale de l'environnement alimentaire.

- Actuellement, on évalue l'environnement alimentaire uniquement en fonction des disponibilités énergétiques alimentaires et des prix des féculents, d'agrégats de prix calculés sur la base d'un assortiment de produits alimentaires, qui ne reflètent pas nécessairement les besoins nutritionnels, et des disponibilités caloriques.
- Outre les indicateurs existants, les éléments les plus importants sont la disponibilité et l'accessibilité économique de diverses catégories d'aliments (fruits et légumes, par exemple), ainsi que le prix d'un assortiment de produits alimentaires qui répond aux critères d'un régime alimentaire sain. Ces autres indicateurs doivent compléter l'indicateur des disponibilités caloriques provenant d'aliments secondaires, de manière à ce que ces denrées puissent participer à des régimes alimentaires sains.

- Les systèmes de suivi des prix des denrées alimentaires qui existent dans de nombreux pays pourraient fournir des informations importantes sur la disponibilité et le prix d'un assortiment de denrées alimentaires variées et nutritives. Il s'agirait d'une première étape dans l'évaluation de l'environnement alimentaire.

Les indicateurs permettant de mesurer la **qualité des régimes alimentaires** permettraient de rendre compte de l'adéquation des régimes alimentaires (consommation de certains aliments et nutriments essentiels en quantité suffisante) et de la modération dans la consommation des aliments (consommation de certains aliments et nutriments en quantité raisonnable). Plusieurs indicateurs sont pertinents:

- L'adéquation des apports en micronutriments repose sur la diversité alimentaire minimale. En ce qui concerne les enfants de six à 23 mois, cet indicateur est calculé lors d'enquêtes périodiques (par exemple, enquêtes démographiques et sanitaires). S'agissant des femmes, il n'est généralement pas calculé mais il pourrait être intégré à des enquêtes alimentaires ou sanitaires périodiques.
- Il existe d'autres domaines dans lesquels des indicateurs ont déjà été définis par des cadres mondiaux mais les données correspondantes ne sont pas nécessairement collectées, notamment la consommation de fruits et légumes et de sel, et les apports énergétiques alimentaires provenant de sucres libres et de graisses trans.
- La consommation d'aliments surtransformés est également un élément non négligeable mais aucun indicateur y afférent n'a été défini ni convenu jusqu'à présent; cela nécessite des travaux supplémentaires.
- Il convient d'améliorer les systèmes de suivi afin de pouvoir évaluer si la consommation de certains aliments est adéquate et si elle est modérée, conformément aux recommandations de l'OMS. Certains des indicateurs essentiels susmentionnés peuvent être déduits des résultats d'enquêtes récentes sur l'alimentation dans les pays qui en réalisent.



Recommandations

Pour concrétiser les engagements et les recommandations issus de la CIN2, il sera essentiel de suivre l'évolution de l'environnement alimentaire et des régimes alimentaires et d'évaluer l'impact des politiques relatives aux systèmes alimentaires qui ont l'incidence la plus marquée sur ces résultats. Parmi les mesures recommandées à cet égard figurent les suivantes:

1. Élaborer et suivre des indicateurs viables et valables qui reflètent les résultats attendus de l'environnement alimentaire et des régimes alimentaires, tels que présentés plus haut.
2. Faire en sorte que la FAO et l'OMS adaptent leurs bases de données et publications phares de niveau mondial de manière à ce qu'elles contiennent des informations relatives à l'environnement alimentaire et aux régimes alimentaires, ainsi que les politiques relatives aux systèmes alimentaires et agricoles, en vue de suivre la mise en œuvre des 60 recommandations du Cadre d'action de la CIN2 et de permettre aux pays d'avoir accès à l'information facilement.
3. Renforcer les capacités en matière d'évaluation d'impact, que l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires soient intégrés dans une évaluation plus large de l'impact sanitaire ou social, ou bien évalués dans le cadre d'une démarche indépendante sur les systèmes alimentaires. Les activités de plaidoyer en faveur des évaluations de l'impact sanitaire ou social en général, notamment l'initiative de l'OMS intitulée La santé dans toutes les politiques, doivent inclure l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires.
4. Continuer à renforcer les capacités en matière de nutrition et à élever le degré de priorité de ce domaine dans les pays, notamment la nécessité de favoriser sans tarder les systèmes alimentaires, l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires sains, de manière à ce que les évaluations d'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires soient demandées par les pays et les populations et utilisées dans le processus relatif aux politiques.

Il convient de disposer d'indicateurs améliorés et d'un processus viable pour examiner les politiques dans l'optique de la nutrition. Ces besoins sont universels: ils existent quels que soient le type de système alimentaire et le niveau de revenu du pays et que celui-ci soit confronté ou non à un problème de malnutrition. Renforcer les capacités mondiales et nationales à cet effet est un travail de longue haleine qui nécessite une vision et un engagement soutenu, dont les résultats positifs sont perceptibles dans l'utilité et l'impact des enquêtes démographiques et sanitaires, élaborées et mises en œuvre depuis plusieurs dizaines d'années.

Dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), le suivi de l'environnement alimentaire et des régimes alimentaires et l'établissement d'un système pour évaluer l'impact des politiques relatives aux systèmes alimentaires sur ces résultats aideraient les pays à remplir les engagements pris à la CIN2, à savoir faire une place plus large à la nutrition dans les politiques pertinentes et élaborer des politiques afin d'assurer, d'un bout à l'autre de l'année, l'accès des populations à des aliments répondant à leurs besoins nutritionnels et de favoriser une alimentation sûre et variée.

1

Justification et objet

Grâce aux engagements mondiaux pris à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (2014) et aux Objectifs de développement durable (2015), la nutrition bénéficie d'un appui sans précédent. L'objectif du présent document est d'aider les pays à respecter les engagements pris afin que les politiques contribuent à la mise en place de systèmes alimentaires qui produisent tout au long de l'année des aliments nutritifs pour tous et favorisent des régimes alimentaires sains.

La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) a mis en évidence le rôle crucial des systèmes alimentaires – aspects ayant trait à la production, à la transformation, à la distribution, à la commercialisation et à la préparation des aliments destinés à la consommation humaine – dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, y compris l'excès pondéral et l'obésité. À cette occasion, les États Membres ont reconnu *«que les actuels systèmes alimentaires sont de plus en plus sollicités afin de fournir à chacun des aliments adéquats, sûrs, variés et riches en nutriments qui contribuent à une alimentation saine, en raison, notamment, des contraintes imposées par la rareté des ressources, la dégradation de l'environnement ainsi que des modes de production et de consommation non durables, les pertes et gaspillages alimentaires et une distribution déséquilibrée»* (Déclaration de Rome, paragraphe 10).

Dans la **Déclaration de Rome**, les États Membres ont pris les engagements suivants:

- Renforcer les systèmes alimentaires durables, de la production à la consommation et dans tous les secteurs concernés, **en élaborant des politiques cohérentes des pouvoirs publics afin d'assurer, d'un bout à l'autre de l'année, l'accès des populations à des aliments répondant à leurs besoins nutritionnels et de favoriser une alimentation sûre et variée** (engagement 15c).
- **Faire une plus large place à la nutrition dans les stratégies, politiques, plans d'action et programmes nationaux pertinents et à adapter les ressources nationales en conséquence** (engagement 15d).

Le **Cadre d'action de la CIN2** comprend un ensemble de solutions recommandées en matière de politiques et de programmes, notamment les suivantes:

- Mesures recommandées pour des systèmes alimentaires durables en faveur de régimes alimentaires sains, entre autres: **examiner les politiques et les investissements nationaux et intégrer des objectifs nutritionnels dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques** et des programmes alimentaires et agricoles afin de faire progresser une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels, d'assurer la sécurité alimentaire et de favoriser des régimes sains (recommandation 8).
- Mesures recommandées pour créer un environnement propice à une action efficace, entre autres **améliorer la disponibilité, la qualité, la quantité, la couverture et la gestion des systèmes d'information multisectoriels relatifs à l'alimentation et à la nutrition pour améliorer l'élaboration des politiques et la transparence** (recommandation 5).

À l'instar des engagements pris à la CIN2, les Objectifs de développement durable (ODD) soulignent combien il est important de mettre en place des systèmes alimentaires durables qui favorisent une bonne nutrition. Dans son rapport intitulé *Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition*, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a indiqué que la réalisation de l'objectif 2 de développement durable et des cibles connexes d'autres objectifs seront d'une importance cruciale pour assurer la transition vers des systèmes agricoles et alimentaires résilients, diversifiés et productifs, qui soient viables sur le plan environnemental, social et économique.¹

¹ Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition. Rapport du Secrétaire général. A/70/333. Paragraphe 16.

- Cible 2.1 des ODD: D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante;
- Cible 2.2 des ODD: D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées?

Ces dernières années ont émergé des réseaux mondiaux et régionaux dans lesquels les pays s'engagent à élaborer des politiques et des programmes tenant compte de la nutrition,² en particulier dans le secteur agricole.³ Il s'agit notamment du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) et du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA).⁴

De nombreux documents techniques et supports culturels destinés à la société civile ou au grand public qui ont été produits récemment portent sur l'impact des politiques (ou de leur absence) sur les catégories d'aliments disponibles, abordables, pratiques et commercialisés et sur l'impact que ces aliments, à leur tour, ont sur le régime alimentaire et la nutrition des populations (par exemple, Gomez et al. 2013, Pinstrop-Andersen 2013, Alston et al. 2008, Groupe mondial d'experts 2014, Institut pour une politique agricole et commerciale 2006, Pollan 2006). En outre, des mouvements en faveur de la souveraineté alimentaire appellent les populations à choisir elles-mêmes les aliments qu'elles produisent et consomment. Ils sont étroitement liés aux débats sur le droit à une nourriture adéquate et sur une production agroécologique qui soit durable aux plans environnemental et social (FAO 2014, Stedile et Carvalho 2011, Patel 2009, La Vía Campesina 2007, Akram-Lodhi 2015, Chappell 2015).

Tous ces engagements mondiaux, régionaux et nationaux, ainsi que la culture populaire et les activités de plaidoyer au niveau local, proposent une vision de la formulation de politiques et des délibérations en la matière qui tient compte de manière explicite et systématique de l'impact de la nutrition en santé publique et/ou du droit à une alimentation adéquate. Cette vision est très éloignée de la situation actuelle. Lorsque l'on envisage de mettre en œuvre des politiques et programmes nouveaux, on réalise parfois une évaluation de leurs impacts social, sanitaire et environnemental. Si une valeur sociale, comme la croissance économique, va à l'encontre d'une autre, telle la conservation de l'environnement (par exemple, plantations de palmiers à huile en Indonésie ou pâturage extensif au Brésil), cela peut donner lieu à des débats ardues et prolongés. Il est rare qu'une politique bénéficie à tous les domaines de manière égale; en général, la priorité est accordée à certains aspects. Toutefois, un élément est absent du débat sur les politiques: l'impact sur la nutrition en santé publique.

Et si les gouvernements évaluaient régulièrement l'impact des politiques nouvelles et existantes sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires? Qui s'en chargerait et comment? Quelles politiques seraient considérées comme prioritaires? Serait-ce possible avec les outils disponibles actuellement? Que manque-t-il et quels sont les besoins?

Le but du présent document est d'étudier les possibilités et les difficultés inhérentes à l'objectif visé, à savoir évaluer les politiques afin d'assurer, d'un bout à l'autre de l'année, l'accès des populations à des aliments répondant à leurs besoins nutritionnels. L'idée sous-jacente est de faire en sorte que les gouvernements de tous les pays – à revenu

2 Activités expressément axées sur la nutrition en vue de cibler les causes immédiates de la malnutrition (apports en nutriments insuffisants et/ou maladies) et développement qui tient compte de la nutrition pour lutter contre les causes profondes de la malnutrition, notamment l'accès limité aux aliments, l'accès insuffisant aux services de santé, à l'assainissement et à l'hygiène, et les pratiques de soin insuffisantes.

3 Compte tenu de son importance du point de vue de la nutrition, l'agriculture tenant compte de la nutrition bénéficie de davantage de fonds que n'importe quel autre domaine lié à la nutrition. Aux réunions du G8 qui se sont tenues en 2013, les donateurs et les gouvernements se sont engagés à débloquer 19,2 milliards d'USD aux fins d'investissements axés sur la nutrition, dont la majorité concernait l'agriculture, alors que les investissements directs dans le domaine de la nutrition s'élevaient à 4,2 milliards d'USD (Gouvernement du Royaume-Uni 2013).

4 L'initiative de renforcement des capacités en matière de nutrition du PDDAA recommande d'inclure dans les plans d'investissement en faveur de la sécurité alimentaire nationale l'objectif qui consiste à accroître la disponibilité, l'accessibilité économique et la consommation d'aliments frais, sains et nutritifs. (Dufour et al. 2013, p. 65).

élevé, à revenu faible ou à revenu intermédiaire, quels que soient le type de système alimentaire et leur situation nutritionnelle – puissent inclure une évaluation d'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires dans les délibérations relatives aux politiques.⁵

Le présent document est **structuré** comme suit: La première section définit les termes «système alimentaire sain», «environnement alimentaire sain» et «régime alimentaire sain», ainsi que les relations qui les unissent. La deuxième section décrit les politiques qui ont l'incidence la plus marquée sur ces résultats et présente diverses méthodes permettant d'évaluer l'impact de ces politiques. La capacité d'évaluer et de suivre l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires étant fondamental pour concevoir et évaluer des politiques destinées à les améliorer, la troisième section est consacrée à ce domaine important. Enfin, la quatrième et dernière section propose des recommandations sur les éléments nécessaires pour évaluer l'impact des politiques en vue de favoriser un environnement alimentaire et des régimes alimentaires sains.

Le document **porte sur** les aspects de la nutrition liés à l'alimentation et aux régimes alimentaires. Il traite des politiques qui ont l'effet le plus marqué sur l'accès aux aliments et leur consommation, notamment les politiques agricoles. Bien que la plupart des politiques relatives aux systèmes alimentaires et agricoles ne soient pas axées essentiellement sur la nutrition, mais plutôt sur la croissance économique, la finalité du présent document est de montrer comment il est possible de faire en sorte que le processus de délibération sur les politiques tienne compte de l'impact sur l'alimentation et les régimes alimentaires, même si elles ne concernent pas spécifiquement ce domaine.

En outre, certaines politiques *sans lien avec l'alimentation* ont aussi une incidence sur la nutrition, notamment celles relatives aux droits des femmes, aux facteurs favorables ou défavorables au soin des nourrissons et des enfants en bas âge, aux risques morbides et à l'accès aux soins de santé (par exemple, politiques de congé parental, politiques sur l'eau et l'assainissement et installations médicales publiques). Bien qu'elles contribuent de manière non négligeable à l'état nutritionnel, il n'en est pas question dans le présent document, qui n'a pas vocation à traiter de l'impact des politiques sur tous les facteurs déterminant l'état nutritionnel et favorisant l'allaitement au sein.

Néanmoins, il existe plusieurs objectifs mondiaux ayant trait à l'état nutritionnel:

- L'Assemblée mondiale de la santé a adopté six objectifs mondiaux visant à améliorer la nutrition des mères, des nourrissons et des enfants en bas âge à l'horizon 2025, notamment à réduire le retard de développement et l'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans, l'anémie chez les femmes en âge de procréer et l'insuffisance pondérale à la naissance, à empêcher la progression de l'excès pondéral chez les enfants et à développer l'allaitement au sein exclusif.⁶
- Le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles 2013-2020 comprend des cibles consistant à endiguer la progression du diabète et de l'obésité et à réduire les apports en sel (OMS 2013).⁷

Pour atteindre ces cibles, il ne suffit pas d'apporter des améliorations aux systèmes alimentaires mais la plupart d'entre elles, si ce n'est toutes, bénéficieraient d'une amélioration de l'environnement alimentaire et des régimes alimentaires. L'accès à des aliments variés, sûrs et nutritifs est un préalable indispensable à une amélioration de l'état nutritionnel, notamment au recul de la dénutrition, de l'excès pondéral et de l'obésité, et du risque de maladies non transmissibles d'origine alimentaire.

5 Bien que le présent document soit axé sur les politiques gouvernementales, le processus qu'il décrit peut s'appliquer aux partenaires des gouvernements comme les donateurs et les acteurs du secteur privé ayant aussi une influence sur le système alimentaire.

6 Les cibles spécifiques sont les suivantes: 1) réduire de 40 pour cent le nombre d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance; 2) réduire de 50 pour cent l'anémie chez les femmes en âge de procréer; 3) réduire de 30 pour cent l'insuffisance pondérale à la naissance; 4) empêcher l'augmentation du pourcentage d'enfants en excès pondéral; 5) porter le taux d'allaitement exclusif au sein au cours des six premiers mois de la vie à au moins 50 pour cent et 6) réduire et maintenir au-dessous de cinq pour cent le dépérissement chez l'enfant (OMS 2014a).

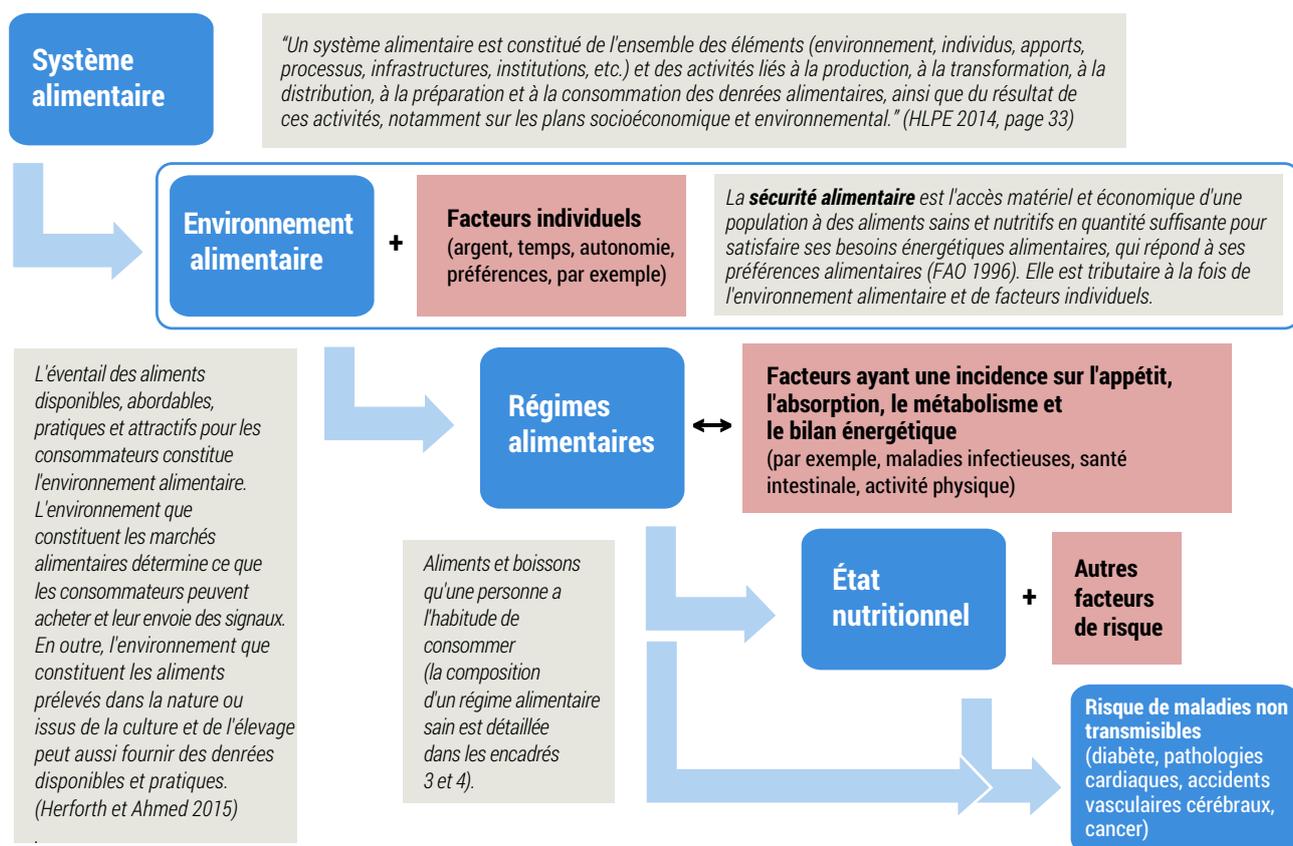
7 Les cibles spécifiques sont les suivantes: 1) réduction de 30 pour cent de l'apport en sel et 2) arrêt de la progression de l'obésité chez l'adolescent et l'adulte.

2

Terminologie: système alimentaire sain, environnement alimentaire sain et régime alimentaire sain

Nombre de politiques ont une incidence sur les **systèmes alimentaires**, qui eux-mêmes déterminent quels sont les aliments disponibles, abordables, pratiques et attractifs pour les consommateurs, autrement dit l'**environnement alimentaire**. L'environnement alimentaire, associé à des facteurs individuels comme les revenus, les connaissances, le temps et les préférences, a une incidence sur la consommation alimentaire.⁸ Les **régimes alimentaires**, à leur tour, influent sur l'état nutritionnel et les risques de maladies non transmissibles.

Figure 1.
Incidences des systèmes alimentaires sur l'environnement alimentaire, les régimes alimentaires et les résultats nutritionnels



⁸ Les cadres sociaux et écologiques placent les facteurs individuels déterminant les apports en aliments et en boissons au cœur des contextes environnementaux, qui sont eux-mêmes influencés par divers secteurs comme l'agriculture et l'industrie.

La malnutrition est présente dans tous les pays sous de multiples formes, notamment les suivantes: dénutrition (retard de développement, émaciation et insuffisance pondérale chez l'enfant; insuffisance pondérale des mères; faim); carence en micronutriments (carences en vitamines et minéraux essentiels); excès pondéral, obésité et maladies non transmissibles d'origine alimentaire. Ces formes de malnutrition peuvent coexister dans les mêmes pays, les mêmes communautés, voire les mêmes ménages. La dénutrition a reculé dans certains pays et régions mais persiste dans de nombreux autres, tandis que l'excès pondéral, l'obésité et les maladies non transmissibles progressent dans presque toutes les régions.

La mauvaise qualité des régimes alimentaires est le facteur commun à toutes ces formes de malnutrition. Au niveau mondial, les risques liés à l'alimentation sont le principal facteur déterminant le taux de mortalité et les années de vie corrigées du facteur invalidité (GBD Risk Factor Collaborators 2015). L'impossibilité d'accéder à des aliments variés et nutritifs est l'une des principales causes de la mauvaise qualité des régimes alimentaires et l'accès, à son tour, a une forte incidence sur l'environnement alimentaire. Un système alimentaire sain permettrait de promouvoir un environnement alimentaire et des régimes alimentaires sains. Ces termes sont définis de façon détaillée dans les encadrés 1 à 4 ci-dessous.

Encadré 1. Un système alimentaire sain

Le Cadre d'action de la CIN2 contient un ensemble de recommandations pour des systèmes alimentaires durables favorisant des régimes alimentaires sains. (Voir l'annexe 2) En résumé, le présent document fait référence à un **système alimentaire sain** comme permettant et favorisant la consommation d'aliments variés, nutritifs et sûrs grâce à une production, une commercialisation et une distribution durables au plan environnemental.



Encadré 2. Des systèmes alimentaires sains

L'éventail des aliments disponibles, abordables, pratiques et attractifs pour les consommateurs constitue l'**environnement alimentaire**. L'environnement que constituent les marchés alimentaires détermine ce que les consommateurs peuvent acheter et leur envoie des signaux. En outre, l'environnement que constituent les aliments prélevés dans la nature ou issus de la culture et de l'élevage peut aussi fournir des denrées disponibles et pratiques (Herforth and Ahmed 2015).

- *Disponibilité*: présence ou non d'un aliment à une distance qui le rend accessible ou non à une personne donnée.
- *Accessibilité économique*: prix d'un aliment par rapport à celui d'autres denrées alimentaires et/ou du revenu d'un consommateur.
- *Commodité*: temps nécessaire à l'obtention, à la préparation et à la consommation d'un aliment.
- *Attrait*: facteurs extérieurs déterminant l'attractivité d'un aliment du point de vue d'un consommateur, y compris la fraîcheur/l'intégrité, la présentation et la commercialisation. Cette définition n'englobe pas les goûts ni préférences, qui certes influent sur la consommation mais sont des facteurs individuels et non environnementaux.

Un **environnement alimentaire sain** est un environnement dans lequel les aliments, les boissons, et autres constituants des repas, qui entrent dans le régime alimentaire d'une population conformément aux directives alimentaires nationales sont largement disponibles, à des prix abordables, sont relativement commodes et font l'objet d'une promotion importante (Adapté de Swinburn et al. 2013).

Les conclusions de la CIN2, formulés dans le Cadre d'action, englobent notamment les recommandations ci dessous, qui concernent la bonne santé de l'environnement alimentaire:

- Améliorer l'accès, notamment économique, à des aliments frais;
- Accroître la production, réduire les pertes et le gaspillage, améliorer la distribution des fruits et légumes et limiter la transformation en jus;
- Accroître la production et l'utilisation de graisses non saturées en lieu et place des graisses trans et des graisses saturées;
- Rendre l'eau potable accessible à tous;
- Proposer des aliments bons pour la santé dans les institutions publiques et les établissements de restauration privés;
- Faire en sorte que les activités de commercialisation respectent les principes d'information du public et empêcher la commercialisation d'aliments mauvais pour la santé;
- Se pencher sur les instruments réglementaires et les instruments à caractère facultatif;
- Établir des normes alimentaires ou axées sur les nutriments;
- Encourager la création de lieux consacrés à l'allaitement au sein.



Encadré 3. Des régimes alimentaires sains

Un régime alimentaire sain contribue à protéger de la malnutrition sous toutes ses formes, ainsi que des maladies non transmissibles comme le diabète, les pathologies cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux et les cancers. Pour les adultes, un régime alimentaire sain se compose des éléments suivants:

- Des fruits, des légumes et des légumineuses (lentilles, haricots secs, etc.), des fruits à coque et des grains entiers (maïs, millet, avoine et blé non transformés, riz brun, par exemple);
- Au moins 400 grammes (cinq portions) de fruits et légumes par jour. La pomme de terre, la patate douce, le manioc et les autres racines féculentes ne sont pas considérées comme des fruits et légumes;
- Des sucres libres représentant moins de 10 pour cent de l'apport énergétique total, soit 50 grammes (ou l'équivalent de 12 cuillères à café rases) pour une personne à son poids de forme qui consomme environ 2 000 calories par jour mais, dans l'idéal, moins de cinq pour cent de l'apport énergétique total afin de maximiser les avantages pour la santé. La plupart des sucres libres sont ajoutés aux aliments et aux boissons par le fabricant, le cuisinier ou le consommateur. Cependant, ils sont présents naturellement dans le miel, les sirops, les jus de fruits et les jus de fruits concentrés.
- Des graisses représentant moins de 30 pour cent de l'apport énergétique total. Les graisses non saturées (présentes, par exemple, dans le poisson, l'avocat, les fruits à coque et les huiles de tournesol, de colza et d'olive) sont préférables aux graisses saturées (présentes, par exemple, dans la viande grasse, le beurre, les huiles de palme et de coprah, la crème, le fromage, le beurre clarifié de bufflonne et le saindoux). Les graisses trans industrielles (présentes dans les aliments transformés, les plats cuisinés, les collations, les aliments frits, les pizzas surgelées, les tartes, les biscuits, la margarine et les produits à tartiner) n'entrent pas dans le cadre d'un régime alimentaire sain.
- Moins de cinq grammes de sel iodé (soit l'équivalent d'une cuillère à café) par jour.

Source: Aide-mémoire de l'OMS sur les régimes alimentaires sains, septembre 2015.

Remarque: Voir la source pour les références.

La Déclaration de Rome dispose que «pour améliorer la nutrition, il faut assurer des régimes alimentaires sains, équilibrés et variés, y compris, le cas échéant, les régimes alimentaires traditionnels, satisfaire les besoins en nutriments de toutes les classes d'âge et de tous les groupes ayant des besoins nutritionnels particuliers tout en évitant les excès de matières grasses saturées, de sucres et de sel/sodium et éliminer la quasi-totalité des acides gras trans, notamment» (Paragraphe 14)).



Encadré 4.

Un environnement alimentaire et des régimes alimentaires sains pour les nourrissons et les enfants en bas âge

Le présent document est axé sur la manière dont les systèmes alimentaires donnent accès à des régimes alimentaires sains, tels que définis pour les personnes de plus de deux ans. Il n'en demeure pas moins important de mettre en place des systèmes alimentaires sains qui favorisent une alimentation et des soins optimaux pour les nourrissons et les enfants en bas âge. L'Aide-mémoire de l'OMS sur les régimes alimentaires sains (2015) précise qu'un régime alimentaire sain pour les nourrissons et les enfants en bas âge doit comprendre les éléments suivants:

- Allaitement au sein exclusif du bébé pendant les six premiers mois et maintien de l'allaitement jusqu'à deux ans et au-delà;
- À partir de l'âge de six mois, le lait maternel doit être complété par des aliments variés, sûrs et riches en nutriments, en quantité suffisante. Il ne faut pas ajouter de sel ni de sucre à ces aliments complémentaires.

Parmi les politiques favorisant des régimes alimentaires sains pour le groupe d'âge susmentionné figurent tout un arsenal de politiques sans lien avec l'alimentation qui influent sur les pratiques de soin et les connaissances (tel qu'indiqué plus haut). Les politiques relatives aux systèmes alimentaires contribuent à faire en sorte que des aliments variés, sûrs et nutritifs soient disponibles, abordables et pratiques (comme pour les enfants plus âgés et les adultes) mais aussi à ce que le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel soit respecté (résolution WHA34.22, Cadre d'action de la CIN2, recommandation 29).

Le Déclaration de Rome préconise les mesures suivantes: élaborer des politiques [...] visant à assurer une alimentation saine pendant toute la vie, et ce, dès les premiers stades de la vie et jusqu'à l'âge adulte, notamment pour les personnes ayant des besoins nutritionnels spéciaux, avant et pendant la grossesse, en particulier pendant les 1 000 premiers jours en favorisant, en protégeant et en soutenant l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois et la poursuite de l'allaitement au sein jusqu'à 2 ans et plus avec une alimentation d'appoint appropriée, une alimentation saine dans les familles et à l'école pendant l'enfance et d'autres formes d'alimentation spécialisée (Engagement 15g).



3

Rôle de l'évaluation d'impact des politiques

Les engagements pris à la CIN2 consistent notamment à faire une place plus large à la nutrition dans les politiques sectorielles et à examiner les politiques et les investissements nationaux afin de faire progresser une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels, d'assurer la sécurité alimentaire et de favoriser des régimes sains.

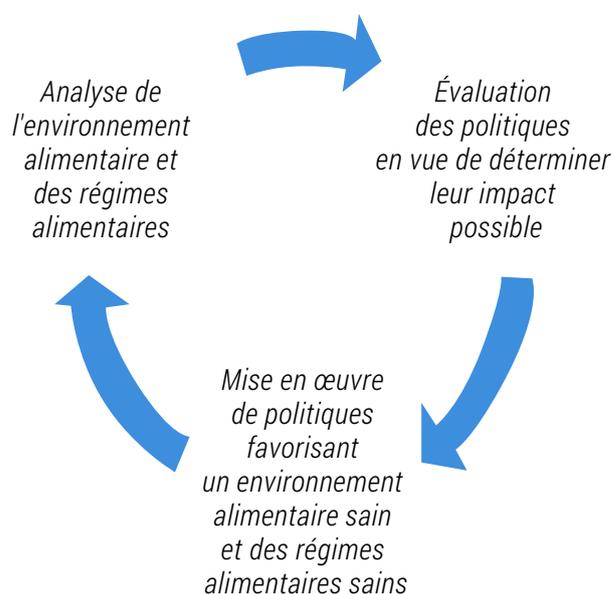
L'évaluation d'impact est un outil qui pourrait permettre de remplir ces engagements et d'améliorer la prise en compte de la nutrition. Elle s'appuie sur des méthodes qui consistent à évaluer ou à prévoir les impacts possibles d'une politique ou d'un projet sur toutes les populations et sous-groupes de population concernés. Les impacts prévus reflètent la différence entre un avenir avec la politique ou le projet concerné et un avenir sans (Administration nationale des océans et de l'atmosphère des États-Unis, 1994). L'évaluation d'impact permet de comprendre les effets d'une politique proposée et les mesures qui peuvent éventuellement s'y substituer, ainsi que de formuler des recommandations en faveur de la solution optimale et, si nécessaire, de mesures d'atténuation (Administration nationale des océans et de l'atmosphère des États-Unis 1994).

Il est envisagé de répéter le cycle de trois étapes présenté ci-dessous (figure 2), dont l'objectif est d'améliorer l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires, qui contribuent à leur tour à renforcer l'état nutritionnel et à abaisser le taux de maladies non transmissibles. Ce processus s'apparente au cycle triple A de l'UNICEF (UNICEF 1990), qui comprend les étapes suivantes: évaluation de la situation nutritionnelle, analyse des causes (et de l'effet que d'éventuelles mesures pourraient avoir sur elles) et action. Le cycle se répète ensuite dans le même sens.

Quelles politiques doivent être examinées et de quelle manière? Une évaluation d'impact est nécessaire lorsqu'une mesure est susceptible d'avoir des effets économiques, environnementaux et sociaux significatifs, soit sur la société dans son ensemble, soit sur un groupe de population particulier ou dans une zone géographique spécifique (Better Regulation Toolbox de la Commission européenne, outil 5). En revanche, elle ne l'est pas lorsque le choix en matière de politiques est limité, voire inexistant, lorsque les effets sont extrêmement modérés ou lorsqu'ils ne peuvent être définis clairement.

Les États peuvent choisir des politiques qui feront l'objet d'une évaluation d'impact compte tenu de leur incidence marquée sur le système alimentaire. Il s'agit, dans la plupart des cas, de politiques nouvelles, de révisions de politiques ou de mesures de mise en œuvre. Le présent chapitre fournit des exemples de politiques qui favoriseraient au mieux un environnement alimentaire et des régimes alimentaires sains.⁹

Figure 2.
Cycle, notamment étapes initiales,
d'évaluation de l'impact des politiques sur
l'environnement alimentaire et les régimes
alimentaires

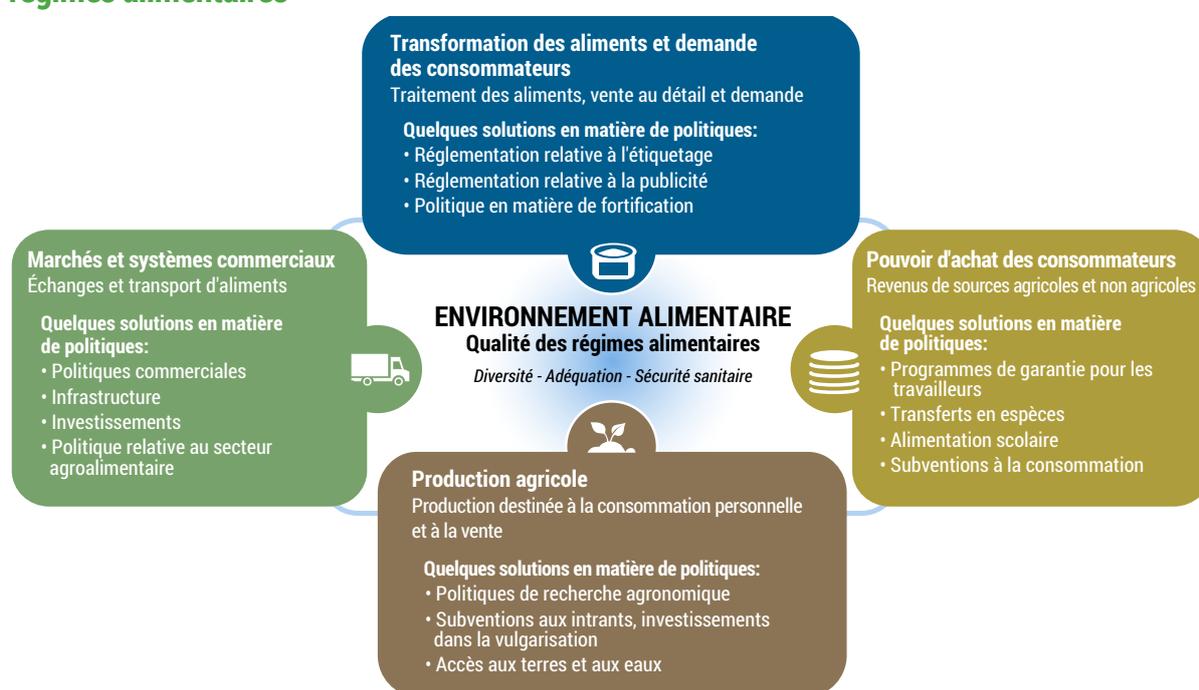


⁹ Dans cette série, le document de travail n°2 du Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (Comité permanent de la nutrition 2015: *Investments for a Healthy Food System: A framework analysis and review of evidence on food system investments for improving nutrition*, rédigé par Rachel Nugent et al.) présente d'autres politiques permettant d'améliorer la nutrition dans différents types de systèmes alimentaires.

3.1. Types de politiques ayant une incidence sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires

Les grandes catégories de politiques qui ont le plus d'incidence sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires sont au nombre de quatre: 1) production agricole; 2) marchés et commerce international; 3) transformation des aliments et demande de denrées alimentaires; 4) pouvoir d'achat des consommateurs (figure 3, Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition 2014).

Figure 3.
Liens entre les politiques relatives aux systèmes alimentaires et l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires



Source: Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition (2014).

Les *Recommandations clés pour améliorer la nutrition à travers l'agriculture et les systèmes alimentaires* (Ag2Nut 2013, FAO 2015) indiquent que les politiques alimentaires et agricoles peuvent avoir un impact plus positif sur la nutrition à condition:

- D'accroître les mesures incitatives (et diminuer celles qui sont dissuasives) pour améliorer la disponibilité, l'accès et la consommation d'aliments diversifiés, nutritifs et sains issus de systèmes de production, de commercialisation et de distribution durables et respectueux de l'environnement. L'accent doit être mis sur l'horticulture, les légumineuses, l'élevage et la pêche/aquaculture à petite échelle, c'est-à-dire des aliments relativement rares et chers, mais riches en nutriments, et qui sont largement sous-utilisés en tant que sources de revenus et de nourriture.
- D'inclure des mesures visant à protéger et promouvoir l'autonomisation des pauvres et les femmes. Ces mesures peuvent comprendre: les dispositifs de protection sociale permettant aux individus d'accéder à des aliments nutritifs lors de chocs ou pendant les périodes de soudure (lorsque les revenus sont faibles), les droits fonciers, l'accès équitable aux ressources productives, l'accès des producteurs vulnérables aux marchés (y compris l'accès à l'information et aux infrastructures). Les pauvres étant en majorité des femmes, celles-ci doivent être prises en compte équitablement par ces mesures.

Ci-après figurent des exemples de politiques favorables à un environnement alimentaire et des régimes alimentaires sains qui suivent ces principes.

Production agricole

Plusieurs domaines d'action entrent dans cette catégorie, notamment les politiques de recherche agronomique, les subventions pour les moyens de production, les subventions ciblées, les investissements dans la vulgarisation et l'accès aux terres et aux eaux (GloPan 2014, NOURISHING). Dans de nombreux cas, la situation actuelle correspond à une politique qui favorise, explicitement ou implicitement, les céréales de base (grâce à des intrants ciblant des cultures spécifiques), qui peut écarter la possibilité d'une production et d'une consommation alimentaire plus variées (Pingali 2015). Cependant, il existe plusieurs solutions pour inciter davantage à la production et à la consommation d'aliments variés et nutritifs:

- Le Cadre d'action de la CIN2 recommande d'accroître la production et d'améliorer la distribution des fruits et légumes. Parmi les subventions ciblées, citons les mesures d'incitation à la production d'aliments à densité élevée en nutriments, y compris des aides aux producteurs (petits et moyens producteurs participant aux systèmes alimentaires locaux/régionaux) et un appui aux infrastructures de marché et aux chaînes d'approvisionnement en aliments périssables. En veillant à ce que les subventions pour les moyens de production et les autres aides ne soient pas spécifiques à une culture, on peut permettre la mise sur le marché de fruits, de légumes et d'autres végétaux sous-produits (Banque mondiale 2014, Pingali 2015). À ce sujet, le découplage des subventions agricoles a été envisagé (Pilchman 2015).
- Il est possible de mener des politiques en faveur de la nutrition dans le domaine de la recherche agronomique, notamment d'accroître les investissements dans la recherche développement (R-D) en matière de biofortification des cultures de base afin d'augmenter leur teneur en micronutriments et en matière de cultures autochtones négligées.
- S'agissant d'éviter les dangers qui peuvent découler de la consommation de sucres et d'huiles relativement bon marché, il serait possible de réduire les mesures d'incitation établies par les politiques agricoles en faveur de la production de sucres et de graines oléagineuses mauvaises pour la santé (comme l'huile de palme). Des mesures d'incitation en faveur d'une hausse de la production de graines oléagineuses durables et bonnes pour la santé pourraient accompagner le recul des mesures d'incitation en faveur de graines oléagineuses moins bonnes pour la santé et de pratiques de production non durables. Le Cadre d'action de la CIN2 recommande d'accroître la production de graisses non saturées et de les rendre plus accessibles, en lieu et place des graisses trans et des graisses saturées.

Marchés et systèmes commerciaux

Les domaines d'action entrant dans cette catégorie sont notamment les politiques commerciales, les infrastructures, les investissements, les politiques relatives au secteur agroalimentaire, les achats publics et les mesures d'incitation en faveur d'une vente au détail sans danger pour les consommateurs (GoPlan 2014, INFORMAS, NOURISHING). Certains de ces domaines pourraient cibler les pauvres vivant en milieu rural et en milieu urbain, notamment par des investissements dans les infrastructures ou des mesures d'incitation en faveur d'une vente au détail sans danger pour les consommateurs dans des zones géographiques délaissées ou encore des subventions aux petits producteurs du secteur agroalimentaire.

- Les investissements dans les infrastructures pourraient viser à améliorer la qualité de l'eau ou l'irrigation et les routes dans des zones délaissées, et les mesures d'incitation en faveur d'une vente au détail sans danger pour les consommateurs pourraient prendre la forme d'une aide à l'installation de commerces dans des zones délaissées, de restrictions imposées aux commerces alimentaires, et de lois et de mesures destinées à réduire la présence en magasin d'aliments mauvais pour la santé et à renforcer celles des aliments sains. Plusieurs initiatives visent à définir les aliments mauvais ou bons pour la santé qu'il serait possible de cibler (Ni Mhurchu 2013).
- Les politiques relatives au secteur agroalimentaire peuvent comprendre des mesures d'incitation à l'intention des petits agriculteurs, des petits transformateurs d'aliments et des petites et moyennes entreprises (PME) qui transforment des aliments locaux, de manière à encourager la concurrence.
- Les politiques relatives au secteur agroalimentaire peuvent promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en protégeant et en renforçant non seulement l'accès des femmes aux revenus, aux ressources naturelles et aux intrants agricoles, mais également la maîtrise qu'elles exercent sur ces facteurs.
- Les achats publics sont un instrument qui pourrait servir à établir un lien entre la production d'aliments frais et la demande institutionnelle, à proposer des aliments sains et à établir des normes au sein des institutions publiques, notamment les écoles, les administrations et les établissements sanitaires.

Dans de nombreux pays, la libéralisation du commerce a eu une incidence sur les systèmes alimentaires en ce qu'elle a entraîné un accroissement de la disponibilité et de l'accessibilité d'un plus large éventail d'aliments transformés et une hausse de la consommation d'aliments à forte teneur en graisses, en sucres et en sel, contribuant ainsi à l'épidémie d'obésité actuelle. Néanmoins, il peut être envisageable de s'appuyer sur les politiques commerciales pour obtenir des résultats nutritionnels positifs.¹⁰ Le document 1 de la série (Comité permanent de la nutrition 2015: *Enhancing coherence between trade policy and nutrition action*, rédigé par Corinna Hawkes) présente les mesures que les responsables politiques peuvent prendre afin de renforcer la cohérence entre les politiques commerciales et l'action en matière de nutrition.

Transformation des aliments et demande des consommateurs

Les politiques relatives à la transformation des aliments ont une incidence sur la composition, la durée de conservation, la qualité et l'attrait des denrées disponibles. Elles peuvent notamment inclure les éléments suivants:

Réglementation et instruments à caractère facultatif

- Interdiction de l'utilisation des graisses trans, réduction de la valeur énergétique des aliments transformés, réglementation de la taille des portions d'aliments préemballés et étiquetage sur la face avant des emballages.
- Les politiques de fortification peuvent influencer sur la teneur en nutriments des aliments pendant leur transformation (par exemple, ajout de fer et d'acide folique au moment de la réduction du blé en farine ou iodisation du sel).

La commercialisation englobe la promotion, le parrainage et la publicité (OMS 2010) et a des répercussions sur la demande des consommateurs.

- En 2010, les États membres de l'OMS ont approuvé un ensemble de recommandations sur la commercialisation d'aliments et de boissons non alcoolisées ciblant les enfants (résolution WHA63.14), qui appelaient à agir aux niveaux national et international en vue de réduire l'impact sur les enfants de la commercialisation d'aliments à forte teneur en graisses saturées, en graisses trans, en sucres libres et en sel (WHO 2010). Dans le Cadre d'action de la CIN2, il est recommandé de faire cesser la commercialisation d'aliments mauvais pour la santé et de faire en sorte que les activités de commercialisation en général respectent les principes d'information du public.
- En 2016, les États membres de l'OMS ont adopté la résolution WHA69.9, qui vise à mettre fin à la promotion d'aliments inadaptés destinés aux nourrissons et aux enfants en bas âge et ont fait bon accueil aux orientations formulées par le Secrétariat de l'OMS, qui appelait les États membres et l'OMS à prendre un certain nombre de mesures d'exécution.
- Dans le cadre de NOURISHING et INFORMAS, les politiques relatives à la demande des consommateurs qu'il est possible d'élaborer sont à l'étude (Hawkes et al. 2013, Swinburn et al. 2013b). Il s'agit notamment de limiter les campagnes de commercialisation d'aliments mauvais pour la santé qui ciblent les enfants dans toutes les catégories de médias, de restreindre le parrainage et d'encadrer la publicité, entre autres politiques destinées à protéger les consommateurs.

Plusieurs moyens d'intervention peuvent permettre de promouvoir la nutrition, d'éduquer les consommateurs et de les responsabiliser, notamment les suivants:

- Campagnes médiatiques de grande ampleur ou ciblées, élaboration et promotion de recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments, programmes de sensibilisation aux questions sanitaires et d'éducation nutritionnelle sur le lieu de travail.
- La réglementation de l'étiquetage¹¹ concerne les informations nutritionnelles inscrites sur les emballages et, parfois, sur les menus, ainsi que les allégations relatives à la santé.

¹⁰ Le Cadre d'action de la CIN2 contient deux recommandations sur le commerce international et les investissements: Encourager les gouvernements, les organismes, les programmes et les fonds des Nations Unies, l'Organisation mondiale du commerce et d'autres organisations internationales à identifier des possibilités de réaliser des objectifs mondiaux en matière d'alimentation et de nutrition, par le truchement de politiques en matière de commerce et d'investissement (recommandation 17) et améliorer la disponibilité de l'approvisionnement alimentaire et l'accès aux aliments par l'intermédiaire de politiques et d'accords commerciaux appropriés, et déployer tous les efforts pour veiller à ce que ces accords et politiques n'aient pas d'incidence négative sur le droit à une alimentation adéquate dans d'autres pays (recommandation 18).

¹¹ Codex alimentarius.

Pouvoir d'achat des consommateurs

Les dispositifs de protection sociale, en particulier à la suite de chocs, peuvent permettre d'accroître le pouvoir d'achat des consommateurs et, partant, avoir une incidence sur les catégories d'aliments que les bénéficiaires achètent et consomment. Ces filets de sécurité peuvent prendre plusieurs formes: programmes de garanties pour les travailleurs, transferts en espèces, programmes d'alimentation scolaire et subventions à la consommation, entre autres (Groupe mondial d'experts 2014). Les programmes de protection sociale de ce type ciblent souvent les pauvres. Ils peuvent viser simplement à augmenter les revenus des consommateurs ou bien à fournir directement des aliments nutritifs à la population (FAO 2015d).

- Les distributions d'aliments et les transferts d'avoirs productifs, associés ou non à l'éducation nutritionnelle, sont des outils de protection sociale qui peuvent permettre d'améliorer les régimes alimentaires (FAO 2015d).
- Les politiques relatives aux prix des denrées alimentaires peuvent instaurer des subventions, un plafonnement des prix ou des taxes. Les mesures d'incitation portant sur la fixation des prix peuvent avoir pour objectif soit de faire baisser le prix de certains aliments, soit de les taxer (fruits et légumes, boissons sucrées, aliments gras, par exemple). La Hongrie a adopté une taxe qui s'applique aux aliments à forte teneur en graisses, en sucre et en sel afin d'endiguer l'épidémie d'obésité (Holt 2011, WHO 2015d). Le Mexique, quant à lui, a mis en place une taxe nationale sur les boissons sucrées (voir l'encadré 5).
- Les politiques menées par les États et les entreprises peuvent faciliter la récupération et la redistribution d'aliments sûrs et nutritifs destinés à la consommation humaine. Pour cela, il convient de stocker, de transformer et de distribuer les produits alimentaires reçus conformément aux cadres réglementaires et aux normes de sécurité sanitaire et de qualité, ce directement ou avec l'aide d'intermédiaires, comme des banques alimentaires et des réserves alimentaires, ainsi que des supermarchés à vocation sociale.

3.2. Solutions proposées pour l'évaluation d'impact

L'évaluation d'impact des politiques aurait pour objectif de favoriser une intégration progressive des politiques, qui agiraient de façon cohérente dans plusieurs secteurs de manière à mettre en place un environnement alimentaire et des régimes alimentaires sains. La présente section vise à apporter une réponse à la question suivante: Quelle forme pourrait prendre le processus visant à délibérer entre les différentes politiques et à évaluer l'impact possible des politiques sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires?

Solution 1: Évaluer l'impact de politiques relatives aux systèmes alimentaires sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires

Les politiques qui sont destinées en premier lieu à résoudre des problèmes nutritionnels, comme celles décrites plus haut, sont celles dont il est le plus facile d'évaluer l'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires. Dans la pratique, elles font déjà l'objet d'une évaluation d'impact visant à déterminer si elles sont nécessaires. Certains pays, par exemple, ont évalué l'impact de politiques relatives à la commercialisation de produits alimentaires. Fidji réalise actuellement une évaluation de l'impact réglementaire d'un projet de règlement destiné à restreindre les opérations de commercialisation de produits alimentaires à destination des enfants. La Malaisie prévoit d'évaluer l'impact réglementaire de sa politique actuelle (engagement du secteur) sur les restrictions applicables à la commercialisation. Samoa réalise actuellement une évaluation d'impact dans le domaine des politiques de prix des denrées alimentaires. Ce pays a élaboré un modèle de profil nutritionnel permettant d'évaluer l'impact éventuel des politiques fiscales, autrement dit de déterminer les produits alimentaires qu'il convient de taxer ou non. Le Mexique a instauré récemment une taxe nationale sur les boissons sucrées, fondée sur les résultats d'une évaluation de fait des impacts alimentaires et sanitaires.

Encadré 5.

Taxe sur les boissons sucrées au Mexique: exemple d'évaluation d'impact visant à étayer une politique de prix des denrées alimentaires

Le Gouvernement mexicain a instauré une taxe sur les boissons sucrées le 1^{er} janvier 2014. Ce droit d'accise d'un peso par litre (10 pour cent) s'applique aux boissons sucrées non alcoolisées et non lactées. Comme dans le cas d'une évaluation d'impact, des éléments solides permettant de prévoir les effets possibles d'une taxe ont étayé les délibérations relatives à cette politique.

Premièrement, des données de référence étaient disponibles. Le Mexique enregistre la plus forte consommation par habitant de boissons sans alcool: 43 gallons (près de 163 litres) par personne et par an, contre 30 gallons (un peu moins de 114 litres) par personne et par an aux États-Unis, qui occupent la deuxième place (Brownell *et al.* 2011). Chez les enfants d'âge scolaire (de cinq à 11 ans), les boissons représentaient 20,7 pour cent des apports énergétiques en 2006; il s'agissait pour moitié (10,3 pour cent) de boissons sucrées (à l'exclusion des boissons lactées et des jus de fruits) (Barquera *et al.* 2010). Pour ce qui était des adultes, 64 pour cent présentaient un excès pondéral et 28 pour cent étaient obèses (OMS 2015d). En outre, 11 pour cent des Mexicains souffrent de diabète de type 2.

Deuxièmement, des chercheurs avaient démontré les effets possibles sur les résultats visés. De nombreuses recherches ont permis d'établir un lien entre la consommation de boissons sucrées, d'une part, et l'obésité et le diabète de type 2, d'autre part (Escobar *et al.* 2013, Malik *et al.* 2006, Vartanian *et al.* 2007). Selon des études de modélisation épidémiologique, la taxation des boissons sucrées pourrait permettre d'atténuer le risque d'obésité et de diabète (Basu *et al.* 2014).

Troisièmement, l'effet distributionnel de la politique a été étudié et débattu. L'une des critiques formulées était qu'il s'agissait d'une taxe régressive. En effet, les pauvres achetant et consommant davantage de boissons sans alcool, ils seraient les plus touchés. Les partisans de la taxe estimaient, en revanche, que cet effet de ciblage serait positif dans la mesure où les pauvres (au Mexique et dans d'autres pays qui envisagent d'instaurer une taxe sur les boissons gazeuses) étaient aussi les personnes qui présentaient le risque le plus élevé d'obésité et de maladies non transmissibles d'origine alimentaire et étaient les moins à même de financer un traitement; ils seraient ainsi les principaux bénéficiaires des activités de prévention (Powell *et al.* 2009).

La taxe concernait spécifiquement l'environnement alimentaire (accessibilité économique) et, dès la première année, elle a eu des effets considérables sur la consommation alimentaire. Les achats de boissons taxées ont baissé de six pour cent (soit 12 mL par personne et par jour). Le rythme de la baisse s'est accru jusqu'à atteindre 12 pour cent en décembre 2014. Les trois catégories socioéconomiques ont réduit leurs achats de boissons taxées mais la réduction était plus marquée chez les ménages les plus modestes (baisse de neuf pour cent en moyenne en 2014 et jusqu'à 17 pour cent en décembre 2014 par rapport aux chiffres enregistrés avant l'instauration de la taxe). (Colchero *et al.* 2016). Il semble que la taxe ait les effets escomptés; l'évaluation à un an le corrobore.

Solution 2: Examen d'un ensemble de politiques

Pour examiner un ensemble de politiques, il serait nécessaire d'évaluer l'impact cumulé de l'ensemble des politiques existantes sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires et de déterminer dans quels domaines il existe une marge de progression, qu'il serait possible d'exploiter en élaborant de nouvelles politiques ou en révisant celles déjà en place. L'outil d'établissement des coûts élaboré dans le cadre de l'initiative Une seule santé (OMS 2014b) est un modèle de planification, de chiffrage, d'analyse d'impact, de budgétisation et de financement de tous les principaux éléments du système de santé.¹²

¹² Cet outil est disponible à l'adresse suivante: <http://www.who.int/choice/onehealthtool/en/>. Vous trouverez de plus amples informations à l'adresse suivante: http://www.who.int/nutrition/publications/onehealth_tool/en/.

Examiner un ensemble de politiques afin de déterminer leur impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires permettrait de comparer l'appui qu'elles apportent à l'alimentation (production, traitement, distribution, transformation, commercialisation, préparation et consommation) par rapport aux lacunes repérées en matière d'accès à la nourriture et de régimes alimentaires dans des populations et sous-groupes de population. Cela montrerait dans quelle mesure les politiques concernées favorisent les aliments trop ou trop peu consommés au regard des recommandations nutritionnelles, les aliments surtransformés (pauvres en nutriments mais riches en énergie), ainsi que les aliments ayant des empreintes environnementales marquées ou non.¹³

Il serait envisageable de réaliser un examen d'ensemble pour chacun des quatre domaines susmentionnés, dans lesquels s'inscrivent les politiques alimentaires. Le domaine qui fait le plus souvent l'objet de débats est la production agricole. Il a déjà été recommandé de considérer les politiques agricoles de manière globaliste (Pinstrup-Andersen 2013, Banque mondiale 2014). En effet, un ensemble de politiques mal équilibré qui favorise certains aliments par rapport à d'autres peut avoir des répercussions sur l'environnement alimentaire (notamment les aliments produits, leur prix et leur commercialisation) et sur les régimes alimentaires. En outre, il a été signalé que le biais de certaines politiques agricoles en faveur des cultures de base était l'une des raisons pour lesquelles les agriculteurs ne répondaient pas aux demandes de diversification (Pingali 2015).

Aux États-Unis, les produits subventionnés représentent 57 pour cent de l'apport énergétique moyen, sachant que ce pourcentage est encore plus élevé dans certains groupes de population (jeunes, pauvres, personnes ayant un niveau d'éducation moindre) (Siegel et al. 2015). D'autres recherches ont montré que, dans ce pays, la consommation était davantage le reflet de la production que des recommandations nutritionnelles (Krebs-Smith et al. 2010). L'analyse d'un ensemble de politiques peut mettre en évidence une «pyramide malsaine», notion définie par Physicians for Responsible Medicine in the United States (2007) (voir l'annexe 1). Ce groupe a comptabilisé les subventions agricoles versées aux États-Unis par groupe d'aliments, avant d'effectuer une comparaison avec les groupes d'aliments recommandés dans les Directives alimentaires à l'intention des Américains. D'autres chercheurs ont constaté qu'il n'existait pas de lien entre les catégories d'aliments promues par la politique agricole des États-Unis et celles que le Département de l'agriculture recommandait de consommer (Muller et al. 2009). Ce type d'analyse montre comment des ensembles de politiques peuvent influencer sur l'accès à la nourriture et la consommation alimentaire du fait de certaines incohérences et de mesures d'incitation contradictoires.

La Slovaquie a également examiné un ensemble de politiques afin de déterminer leurs effets sur la nutrition (Global Nutrition Policy Review de l'OMS, p. 54, Lock et al. 2003). L'État a diligenté une évaluation de l'impact sanitaire des politiques alimentaires et agricoles et, sur la base des résultats obtenus, a formulé des recommandations relatives à l'élaboration de la politique nationale concernant l'alimentation et l'agriculture. En l'occurrence, l'évaluation d'impact n'a pas entraîné de modification des politiques existantes mais a permis d'étayer l'élaboration de nouvelles politiques, qui sont susceptibles d'atténuer les effets négatifs ou de combler les lacunes des politiques existantes.¹⁴

Solution 3: Intégrer l'évaluation de l'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires dans les méthodes d'évaluation de l'impact sanitaire et/ou social

L'un des moyens d'intégrer l'évaluation d'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires à l'élaboration de politiques et aux choix d'action consiste à l'associer aux évaluations d'impact existantes. Parmi ces évaluations d'impact, les trois plus pertinentes du point de vue de la nutrition sont les évaluations de l'impact sanitaire, les évaluations de l'impact social et les évaluations de l'impact environnemental.

¹³ En général, les régimes alimentaires recommandés ont un impact environnemental moindre que ceux qui favorisent l'obésité et les maladies non transmissibles.

¹⁴ Vous trouverez de plus amples informations dans le document intitulé Health impact assessment of agriculture and food policies: lessons learnt from the Republic of Slovenia (<http://www.who.int/hia/examples/agriculture/whohia008/en/>).

Idéalement, les évaluations d'impact sont conçues de manière à ce qu'elles permettent de cerner les effets sur différentes populations, d'évaluer l'équité de la politique et de déterminer les risques et les avantages qu'elle présente pour des groupes en particulier. Elles ont pour objectif de répondre aux questions suivantes. Sur quelles populations la politique concernée pourrait-elle avoir un effet positif? Un effet négatif? Faut-il accorder la priorité à certains sous-groupes de population, comme les enfants ou les femmes en âge de procréer?^{15,16} Il peut être judicieux d'inclure les effets sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires dans des évaluations d'impact plus globales pour lesquelles on dispose d'une expérience et de méthodes permettant de répondre aux questions posées.

Les **évaluations de l'impact sanitaire** reposent sur un ensemble de procédures, de méthodes et d'outils qui permettent d'évaluer les effets possibles d'une politique, d'un programme ou d'un projet sur la santé d'une population, ainsi que la répartition des personnes concernées au sein de cette population. (*European Centre for Health Policy 1999*). Elles sont également définies comme suit: *Méthode structurée permettant d'évaluer et d'améliorer les effets sur la santé des projets et des politiques menés dans des secteurs sans lien avec la santé. Il s'agit d'un processus multidisciplinaire qui associe tout un éventail d'éléments factuels d'ordre qualitatif et quantitatif dans le cadre de la prise de décision.* (Lock 2000).

Les évaluations de l'impact sanitaire constituent un choix intéressant pour ce qui est d'intégrer les effets sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires étant donné qu'elles peuvent inclure le mode de vie et le régime alimentaire. Elles peuvent porter sur une large palette de facteurs ayant une incidence sur la santé, notamment l'accès à des aliments nutritifs et les comportements à risque (Gouvernement de l'Australie-Occidentale 2011). Le régime alimentaire étant étroitement lié au risque de maladies non transmissibles, il serait logique de l'inclure dans une évaluation de l'impact sanitaire. En réalité, il serait difficilement justifiable d'exclure les régimes alimentaires des évaluations de l'impact sanitaire dans la mesure où, au niveau mondial, il s'agit de la première cause de perte d'années de vie corrigées du facteur invalidité et le risque alimentaire est à l'origine de davantage de décès que n'importe quel autre risque sanitaire connu (GBD 2015). L'environnement alimentaire est lui-même un déterminant des risques sanitaires, il serait donc justifié de l'inclure dans une évaluation de l'impact sanitaire.

Les **évaluations de l'impact social** s'inscrivent souvent dans une analyse des incidences environnementales. Toutefois, elles peuvent être réalisées de façon indépendante. Les impacts sociaux correspondent aux répercussions sur les populations humaines de toute mesure publique ou privée qui modifie la manière dont des personnes vivent, travaillent, jouent, entretiennent des relations les unes avec les autres, s'organisent pour satisfaire leurs besoins et, plus généralement, se comportent au sein d'une société. (Administration nationale des océans et de l'atmosphère des États-Unis 1994). Il serait judicieux d'intégrer l'environnement alimentaire dans les évaluations de l'impact social étant donné que les catégories d'aliments disponibles, abordables, pratiques et commercialisées ont une incidence sur la manière dont la population vit et satisfait ses besoins. L'alimentation est une question d'ordre social, comme l'on souligné de nombreux mouvements en faveur de la souveraineté alimentaire et de la justice alimentaire. La qualité des régimes alimentaires est aussi un élément qu'il est possible d'inclure dans des évaluations de l'impact social car l'apport alimentaire est lié à des normes sociales ainsi qu'à d'autres facteurs de répartition, comme le revenu et les moyens d'action.

15 Dans le cadre de son projet IYCN, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a élaboré un outil d'évaluation de l'impact nutritionnel, qui doit permettre d'éviter que les programmes ne soient préjudiciables à la nutrition (2011). Cet outil concerne notamment les dangers pour l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, entre autres préoccupations liées à l'équité.

16 Au niveau national, l'évaluation de l'enrichissement des aliments peut fournir un modèle, sachant que les programmes de fortification proposés font l'objet d'une analyse bénéfices-risques du point de vue des populations. L'enrichissement de la farine de blé en acide folique, par exemple, comportait le risque que certaines populations (enfants) en consomment trop et d'autres (femmes enceintes), pas assez. Il est ressorti de l'analyse que les bénéfices (importants) pour les femmes enceintes surpassaient le risque (faible) pour les enfants.

Dans certaines organisations, des évaluations de l'impact sanitaire et des évaluations de l'impact social sont envisagées de manière systématique à l'heure d'élaborer des politiques. En pareil cas, il convient de défendre de façon convaincante l'idée d'inclure une évaluation de l'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires dans l'une ou les deux catégories d'évaluations susmentionnées. Toutefois, dans la plupart des pays, les évaluations de l'impact sanitaire et les évaluations de l'impact social n'entrent pas nécessairement dans le processus de choix en matière de politiques. Par conséquent, l'intégration des évaluations de l'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires s'inscrit dans une démarche plus large, qui consiste à généraliser les évaluations de l'impact sanitaire et les évaluations de l'impact social à toutes les politiques. L'initiative de l'OMS intitulée La santé dans toutes les politiques plaide en ce sens et propose de faire de l'évaluation de l'impact sanitaire un outil pour renforcer la cohérence des politiques au service de la santé en général (OMS 2015).

3.3. Difficultés inhérentes à l'évaluation d'impact

L'évaluation d'impact est un processus prometteur pour ce qui est d'améliorer l'élaboration des politiques et de renforcer les effets sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires. Néanmoins, elle présente plusieurs difficultés, qu'il convient de surmonter au préalable. L'évaluation d'impact s'appuie sur des données concernant la situation, des éléments relatifs aux effets de politiques et de mesures similaires et un processus participatif dirigé de façon réfléchie. Elle repose aussi sur le sentiment d'appropriation et l'adhésion des responsables politiques. Actuellement, ces conditions ne sont pas véritablement réunies. La présente section porte sur ces difficultés; elle précise ce qui est nécessaire pour permettre une évaluation d'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires et décrit les prochaines étapes.

Priorités et capacités politiques

Le 1^{er} avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la Décennie d'action en faveur de la nutrition (2016-2025) (résolution 70/259). L'objectif est de développer les activités menées aux niveaux national, régional et mondial en vue de concrétiser les engagements et les recommandations de la CIN2 au titre du Cadre d'action et, au bout du compte, d'atteindre les cibles mondiales qui consistent à améliorer la nutrition des mères, des nourrissons et des enfants en bas âge et à réduire les facteurs de risque liés aux maladies non transmissibles d'ici à 2025, ainsi que les cibles correspondantes qui figurent dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La Décennie d'action en faveur de la nutrition, les résultats de la CIN2 et le Programme 2030 offrent la possibilité de mener des activités de plaidoyer et de prendre des mesures concrètes à haut niveau afin que les politiques sectorielles, en particulier agricoles et alimentaires, tiennent compte de la nutrition et que les capacités d'évaluer l'impact des politiques soient renforcées. Il est essentiel de créer un environnement favorable à la nutrition si l'on entend introduire l'évaluation d'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires dans le processus d'élaboration des politiques. Les sept premières recommandations qui figurent dans le Cadre d'action de la CIN2 portent sur la création d'un environnement propice à une action efficace (voir l'annexe 2). Les annexes 2 et 3 fournissent des exemples de stratégies qui permettent de créer un environnement politique favorable à la promotion de la nutrition.

Outre les capacités en matière de nutrition, il est nécessaire, de manière générale, de disposer d'un temps et de capacités considérables pour mener à bien une évaluation d'impact. L'intégration de l'évaluation de l'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires dans les évaluations de l'impact sanitaire ou social existantes comporte les mêmes difficultés que celles-ci. Bien trop souvent, par exemple, les évaluations de l'impact sanitaire n'ont pas été communiquées aux décideurs, n'étaient pas pertinentes du point de vue des politiques ou leurs résultats sont arrivés trop tardivement pour être exploités. (Kemm 2003). Pour la solution 3 (intégration des effets sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires

dans les évaluations de l'impact sanitaire ou social), les éléments suivants doivent être réunis. Premièrement, l'évaluation de l'impact sanitaire ou social doit être un élément habituel du processus d'élaboration des politiques. Deuxièmement, les évaluations de l'impact sanitaire ou social doivent être réalisées dans les règles de l'art et les pays doivent disposer des capacités d'y inclure des évaluations de l'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires qui soient de grande qualité et étayées par des éléments solides. Troisièmement, les responsables politiques doivent être en mesure d'exploiter les résultats dans le cadre du processus de délibération et le faire. Au vu de la documentation relative aux évaluations de l'impact sanitaire, aucune des trois conditions susmentionnées n'est présente systématiquement (Kemm 2003, Banken 2003, Parry et Wright 2003).

Ce constat amène à se poser la question de savoir qui serait chargé de l'examen d'un ensemble de politiques et comment les conclusions seraient exploitées. En général, les évaluations d'impact sont réalisées soit par les responsables politiques eux-mêmes, soit par des consultants techniques externes ou indépendants, chacune de ces solutions comportant ses avantages et ses inconvénients. La finalité est d'institutionnaliser et de généraliser la réalisation d'évaluations d'impact dans le cadre du processus d'élaboration des politiques. Cependant, cette démarche peut comporter un risque de banalisation et entraîner des lourdeurs administratives (Banken 2003). Pour garantir l'intégrité des conclusions, il est important d'adopter une approche impartiale, ce qui plaide pour la réalisation des évaluations d'impact par des consultants externes. Cela étant, les évaluations d'impact doivent aussi répondre aux besoins particuliers des responsables politiques et respecter leur calendrier, ce qui constitue un argument en faveur de leur réalisation par les décideurs eux-mêmes.

Dans le cadre d'une évaluation d'impact, il est nécessaire de consulter les parties intéressées au sujet du problème, des différents choix possibles en matière de politiques et des éventuels effets positifs ou négatifs de ces choix (Better Regulation Toolbox de la Commission européenne, outil n°10). En principe, une évaluation d'impact est un processus participatif et ouvert à toutes les parties pertinentes/concernées. En outre, elle doit être exhaustive, transparente, impartiale, fondée sur des éléments factuels et inscrite dans le cycle de planification et d'élaboration des politiques (Better Regulation Toolbox de la Commission européenne, outil n°1). Le caractère participatif et inclusif des évaluations d'impact doit permettre de faire en sorte que le domaine concerné, en l'espèce l'alimentation, soit évalué en tenant compte de certaines valeurs et dans un respect accru des principes démocratiques (OMS, évaluation de l'impact sanitaire). Par ailleurs, les compétences des personnes chargées de l'évaluation d'impact contribuent aussi à favoriser la participation, ce qui représente un défi en raison de nombreux facteurs; il faut notamment trouver le juste équilibre entre rapidité et exhaustivité (Parry et Wright 2003).



Il serait judicieux d'établir un lien entre toutes les démarches de ce type et les processus en cours dans les pays, comme cela a été le cas en Slovaquie (OMS Global Nutrition Policy Review p. 54, Lock et al. 2003). Un examen du plan stratégique relatif à la sécurité alimentaire ou, d'un point de vue plus général, de la stratégie nationale de développement permettrait d'intégrer les résultats de l'analyse dans les politiques nationales. Dans certains pays à faible revenu, l'initiative pourrait s'appuyer en premier lieu sur les agents de contact nationaux du Mouvement pour le renforcement de la nutrition. Dans d'autres, où la question de la nutrition est traitée au niveau du Premier ministre, comme en Ouganda, un examen multisectoriel des politiques pourrait être réalisé.

Éléments de comparaison

Pour prévoir l'impact d'une politique, les personnes chargées des évaluations d'impact utilisent souvent une méthode comparative, fondée sur l'observation des effets de politiques similaires menées dans d'autres pays. Si nous voulons connaître les effets possibles d'une proposition de projet en un lieu B, l'une des meilleures méthodes consiste à évaluer en premier lieu les effets d'un projet similaire qui a déjà été achevé en un lieu A (Administration nationale des océans et de l'atmosphère des États-Unis 1994).

Par conséquent, le fait de disposer de points de comparaison directement exploitables dans des archives ou une base de données sur les politiques relatives au système alimentaire qui ont été élaborées pour favoriser la nutrition peut faciliter les évaluations d'impact. La Base de données mondiale sur la mise en œuvre des actions nutritionnelles (GINA),¹⁷ lancée en 2012, peut servir de point de départ. Il s'agit d'une source d'informations à jour sur les politiques et les interventions dans le domaine de la nutrition.¹⁸ Elle a été constituée à partir de l'ancienne Base de données mondiale pour les politiques et programmes nutritionnels nationaux, qui avait été créée par l'OMS à la suite de la CIN1 afin de suivre la progression des pays vers la concrétisation des engagements pris à la cette occasion. La base GINA contient des données sur des politiques sans lien direct avec la santé, que tout le monde peut transmettre dans son format wiki.

Il serait utile qu'une base de données contienne non seulement des informations sur les politiques nutritionnelles nationales mais aussi sur les politiques spécifiques au système alimentaire dans tous les domaines indiqués à la figure 3. Hodge et al. (2015), par exemple, dressent la liste des politiques qui sont les plus susceptibles d'avoir une incidence sur les liens entre l'agriculture et la nutrition dans trois pays d'Afrique de l'Est, et nombre d'entre elles ne sont pas des politiques nutritionnelles (voir l'annexe 4). Par ailleurs, la FAO fait actuellement le point sur la manière dont elle peut contribuer le mieux à cartographier et à suivre les politiques tenant compte de la nutrition dans l'optique de l'alimentation et de l'agriculture (FAO 2015b, p. 38). *FAO-Lex*¹⁹ est une base de données sur les lois, règlements et politiques nationaux qui concernent l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles renouvelables. Elle contient quelque 700 documents relatifs aux politiques, y compris sur la sécurité alimentaire et la nutrition. L'Analyse des décisions en matière de politiques alimentaires et agricoles (FAPDA)²⁰ est un outil en ligne élaboré par la FAO et qui permet de suivre les décisions d'orientation prises dans plus de 80 pays (politiques axées sur les consommateurs, sur les producteurs et sur le commerce). Il serait possible d'aligner et d'harmoniser ces démarches avec les bases de données existantes de l'OMS (GINA, par exemple) afin que les 60 recommandations figurant dans le Cadre d'action de la CIN2 soient couvertes et que les pays puissent accéder facilement à l'information.

Méthodes de mesure et données

Pour prévoir l'impact d'une politique, il est nécessaire de mesurer les effets pertinents. Malheureusement, les méthodes de mesure et les données concernant l'environnement alimentaire et la qualité des régimes alimentaires sont extrêmement lacunaires. Dans ces conditions, il est difficile pour les pays d'évaluer l'impact des politiques sur l'environnement alimentaire et la qualité des régimes alimentaires. Cela dit, il est possible de réaliser des évaluations d'impact sur la base des enquêtes nationales sur l'alimentation, qui peuvent fournir certaines informations pertinentes (par exemple, consommation de boissons sucrées au Mexique). Cependant, les indicateurs et les données disponibles sont insuffisants pour permettre de réaliser des évaluations plus globalistes de l'environnement alimentaire et de la qualité des régimes alimentaires. En général, il existe des données sur l'état nutritionnel et la santé, tandis que les informations de référence sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires sont limitées, voire inexistantes. Ces lacunes sont traitées de manière approfondie au chapitre suivant.

17 Disponible à l'adresse suivante: <http://www.who.int/nutrition/gina/en/>

18 La publication NCD Progress Monitor de l'OMS (OMS 2015e) et le cadre NOURISHING (<http://www.wcrf.org/int/policy/nourishing-framework>) fournissent également des informations.

19 Disponible à l'adresse suivante: <http://faolex.fao.org/faolex/index.htm>

20 Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/in-action/fapda/tool/index.html#main.html>

4

Évaluation et suivi des environnements et des régimes alimentaires

Comment les pays peuvent-ils suivre l'impact des politiques sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires sans disposer de données y afférentes? En l'absence de données, il sera difficile de faire des choix en matière de politiques et d'évaluer l'impact des politiques tenant compte de la nutrition sur l'alimentation et les régimes alimentaires. Selon Gillespie *et al.* (2015), les parties intéressées estiment que l'absence de données permettant la prise de décisions d'orientation et une action adéquate est un obstacle récurrent qui empêche de tenir compte davantage de la nutrition dans les politiques et les mesures mises en œuvre au niveau des pays.

La nécessité de disposer de données de suivi a été l'un des thèmes de la première CIN, tenue en 1992, et ce que l'on pourrait considérer comme la première «révolution des données» a eu lieu au milieu des années 1990: les pays ont commencé à fournir des informations anthropométriques grâce au lancement des enquêtes démographiques et sanitaires, le terme nouveau de «faim cachée» a mis en lumière les carences en micronutriments et leurs conséquences, et les données sur l'alimentation des nourrissons ont commencé à faire l'objet d'un suivi (Herforth 2015). Nous disposons actuellement de beaucoup plus d'informations sur la prévalence et les conséquences de la malnutrition qu'en 1992.

Si la révolution des données survenue il y a plus de 20 ans ne concernait pas les indicateurs ni les systèmes d'information sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires, plusieurs instances appellent aujourd'hui à combler cette lacune:

- Les analyses du Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition et de la Banque mondiale invitent explicitement à améliorer les méthodes de mesure et les données sur l'environnement alimentaire et la qualité des régimes alimentaires afin de rendre les politiques relatives au système alimentaire plus efficaces dans la période d'après 2015 (Banque mondiale 2014, Groupe mondial d'experts 2015).
- La communauté de la nutrition a encouragé à inclure dans les indicateurs destinés à assurer le suivi de l'ODD 2 une mesure de la qualité nutritionnelle des aliments, comme la diversité alimentaire (Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies 2015, 1000 Days *et al.* 2015, Fondation Bill et Melinda Gates 2014).
- Le Programme 2030 exhorte de façon générale à améliorer les données qui permettent de suivre les ODD et leurs cibles, tel qu'indiqué explicitement dans l'ODD 17: «*D'ici à 2020, apporter un soutien accru au renforcement des capacités des pays en développement, notamment des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, l'objectif étant de disposer d'un beaucoup plus grand nombre de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap et emplacement géographique, et selon d'autres caractéristiques propres à chaque pays.*» (cible 17.18).
- Les *Recommandations clés pour améliorer la nutrition à travers l'agriculture et les systèmes alimentaires* (Ag2Nut 2013, FAO 2015) indiquent que «*les politiques alimentaires et agricoles peuvent améliorer leur impact sur la nutrition à condition de **surveiller la consommation alimentaire et l'accès à des aliments sûrs, variés et nutritifs***».²¹

Dans les sections suivantes, il est question des éléments nécessaires au suivi de la consommation alimentaire et de l'environnement alimentaire de sorte que les pays puissent se servir de ces informations pour élaborer des politiques et des programmes et évaluer l'impact des politiques. Elles présentent les méthodes de mesure disponibles qui portent

²¹ Ce principe a été élaboré dans le cadre d'un processus consultatif auquel ont participé des dizaines de partenaires de développement et apparaît dans les *Recommandations clés pour améliorer la nutrition à travers l'agriculture et les systèmes alimentaires* (FAO 2015, Communauté de pratique Ag2Nut 2013, Herforth et Dufour 2013). Le même principe est repris dans le document intitulé *Agriculture and Nutrition: A common future. A Framework for Joint Action on Agriculture and Nutrition*, présenté à la CIN2 par la Commission européenne, la FAO, le Groupe de la Banque mondiale et le Centre technique de coopération agricole et rurale (2014).

sur la qualité des régimes alimentaires et l'environnement alimentaire, y compris les sources de données (aux niveaux national et local). Lorsque les données et les méthodes de mesures sont insuffisantes, des indicateurs prospectifs sont proposés. Ils fourniraient des informations plus complètes et combleraient les lacunes actuelles.

4.1. Qualité des régimes alimentaires

La communauté internationale a reconnu combien il était important de réaliser une évaluation qualitative des régimes alimentaires, outre l'évaluation quantitative portant sur les disponibilités énergétiques alimentaires. En effet, cela permet de repérer les écarts alimentaires et de déterminer où, à quelle saison et dans quelles populations ils surviennent.

La qualité des régimes alimentaires est décrite comme présentant au moins deux composantes principales: l'adéquation (consommation de certains aliments et nutriments essentiels en quantité suffisante) et la modération dans la consommation des aliments (consommation de certains aliments et nutriments en quantité raisonnable) (Guenther et al. 2013). La diversité est parfois considérée comme une troisième composante, qui conduit à l'adéquation, et permet d'améliorer l'état de santé des populations. Une évaluation qualitative des régimes alimentaires doit inclure toutes ces composantes. Cependant, s'il n'est pas possible de les englober dans un seul indicateur, on peut avoir recours à un indice ou un ensemble d'indicateurs.

L'Aide-mémoire de l'OMS sur les régimes alimentaires sains (voir l'encadré 1, plus haut) contient des recommandations alimentaires pour lesquelles on dispose de suffisamment d'éléments solides qui indiquent qu'elles sont applicables dans le monde entier. Ces recommandations sont liées à chacun des critères qui déterminent la qualité des régimes alimentaires:

- *Variété*: L'OMS recommande de consommer des aliments variés, notamment d'origine végétale, dans le cadre d'un régime alimentaire sain.
- *Adéquation*: L'OMS recommande un apport quotidien minimal de fruits et légumes. Ailleurs, elle définit aussi les apports recommandés en ce qui concerne les calories, l'eau, les vitamines et les minéraux. Dans l'Aide-mémoire, elle préconise la consommation de sel iodé comme source d'iode.
- *Modération*: L'OMS a établi des directives concernant l'apport maximal de sodium et de sucres ajoutés et indique que les graisses trans n'entrent pas dans la composition d'un régime alimentaire sain.

Les orientations mondiales disponibles en matière d'alimentation fournissent un point de départ fondé, à partir duquel il est possible de définir un ensemble d'indicateurs de la qualité des régimes alimentaires. L'objectif des sections suivantes est de répondre à la question de savoir dans quelle mesure les indicateurs définis et collectés à l'heure actuelle reflètent les caractéristiques d'adéquation, de modération dans la consommation et de diversité, au minimum pour ce qui est des aliments et de leurs composants que l'OMS a approuvés comme faisant partie d'un régime alimentaire sain.

Indicateurs disponibles

- Pourcentage d'enfants en bas âge dont le régime répond au critère de diversité alimentaire minimale²² (OMS et al. 2008): mesure de l'adéquation en micronutriments du régime alimentaire des enfants de six à 24 mois et les pratiques de soin; données collectées dans le cadre d'enquêtes démographiques et sanitaires et de certaines enquêtes par grappes à indicateurs multiples du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), enquêtes nationales menées périodiquement auprès des ménages.
- Pourcentage de ménages consommant du sel iodé: mesure indirecte de l'adéquation en iode, publiée chaque année dans les rapports de l'UNICEF intitulés *La situation des enfants dans le monde*.

²² Alternative: régime alimentaire adéquat minimal. Cependant, cela concerne davantage les pratiques de soin, comme l'allaitement au sein. La diversité alimentaire minimale correspond à la variété du régime alimentaire des enfants en bas âge, à l'exclusion de l'allaitement au sein.

Ce qu'il est possible de mesurer: indicateurs définis pour lesquels des données ne sont pas nécessairement collectées ni communiquées par les pays

- Pourcentage de femmes dont le régime répond au critère de diversité alimentaire minimale (diversité alimentaire minimale chez les femmes): indicateur validé de l'adéquation en micronutriments pour les femmes en âge de procréer (Union européenne *et al.* 2014). Des données correspondant à cet indicateur sont collectées actuellement dans certains pays et dans le cadre de plusieurs projets mais ne le sont pas de manière systématique au niveau mondial. L'indicateur n'est pas intégré dans les enquêtes démographiques et sanitaires ni les enquêtes par grappes à indicateurs multiples. Pourtant, ces enquêtes constitueraient des sources idéales en la matière.
- Pourcentage de la population qui consomme de manière habituelle des fruits et légumes en quantité suffisante; peut être évalué grâce à l'outil STEPS de l'OMS.²³ L'approche STEPwise de l'OMS pour la surveillance des facteurs de risque des maladies chroniques est une méthode simple et normalisée qui permet de collecter, d'analyser et de diffuser des données sur les facteurs de risque de maladies non transmissibles (notamment certains de ceux figurant dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles 2013-2020) dans les États membres de l'OMS. Cet outil permet de collecter de données sur les portions habituelles déclarées et non sur la quantité de fruits et légumes consommés.
 - Les données issues des enquêtes réalisées selon la méthode STEPS (consommation de fruits et légumes ou de sel dans la population adulte, par exemple) appartiennent aux pays, qui ne les partagent pas toujours. Il est prévu que l'Observatoire mondial de la santé publie des estimations par pays qui soient comparables entre elles.²⁴
 - Les données afférentes à cet indicateur peuvent aussi être collectées pour les enfants d'âge scolaire dans le cadre de l'Enquête mondiale réalisée en milieu scolaire sur la santé des élèves, qui comprend une question sur l'apport habituel en fruits et légumes.²⁵
- Pourcentage de la population consommant moins de deux grammes de sodium par jour (soit cinq grammes de sel),²⁶ ce qui correspond à la limite recommandée par l'OMS (OMS 2012). Cet indicateur figure dans le Cadre de suivi du Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles mais aucune donnée n'est collectée ni compilée par les pays pour l'instant. L'outil STEPS permet de collecter des informations sur la consommation habituelle de sel en fonction des déclarations des sondés, mais pas sur la quantité des apports; un module faisant appel à des analyses d'urine ponctuelles est en passe d'y être intégré.
 - Voir ci-dessus la mise en garde indiquant qu'il n'existe pas toujours de données recueillies par la méthode STEPS.
- Pourcentage de la population pour qui les sucres libres représentent moins de 10 pour cent ou moins de cinq pour cent de l'apport énergétique alimentaire: la limite de 10 pour cent correspond à la recommandation de l'OMS et une consommation inférieure à cinq pour cent maximise les bénéfices pour la santé (OMS 2015b). Pas collecté/compilé au niveau national; nécessiterait des enquêtes complètes sur l'apport alimentaire.
- Pourcentage de la population consommant des graisses trans. Donnerait un aperçu de l'application de la recommandation de l'OMS, qui préconise de ne pas consommer de graisses trans. Comme dans le cas des sucres et du sel ajoutés, cet indicateur se rapporte plutôt à l'environnement alimentaire. En effet, les consommateurs ne cherchent pas à absorber des graisses trans; il s'agit d'un ingrédient auquel ils sont exposés et non d'un choix alimentaire délibéré.

23 Disponible à l'adresse suivante: <http://www.who.int/chp/steps/en/>

24 Disponible à l'adresse suivante: http://www.who.int/gho/ncd/risk_factors/en/

25 Disponible à l'adresse suivante: <http://www.who.int/chp/gshs/en/>

26 Dans les populations où la prise de repas hors du domicile est en plein essor, l'urbanisation ne fera que renforcer les difficultés de mesure.

Ce qu'il est nécessaire de mesurer dans l'idéal mais ne peut l'être sans travaux supplémentaires

- Score de qualité des régimes alimentaires sur la base des directives alimentaires: mesure dans laquelle les régimes alimentaires sont conformes aux directives alimentaires, exprimée sous la forme d'un score unique ou d'un ensemble d'indicateurs clairement définis qui correspondent à un régime alimentaire sain. Le Healthy Eating Index, par exemple, permet de mesurer dans quelle mesure les régimes alimentaires sont conformes aux directives alimentaires en vigueur aux États-Unis (Guenther *et al.* 2013). De nombreux pays n'ont pas établi de directives alimentaires; ils pourraient en élaborer et les utiliser comme référentiel pour définir des régimes alimentaires sains.
- Enfin, il serait utile de disposer d'indicateurs de qualité des régimes alimentaires qui soient applicables à toutes les cultures et comparables au niveau mondial. L'existence de directives mondiales sur les critères de base d'un bon régime alimentaire faciliterait les travaux à cet égard. L'Aide-mémoire de l'OMS sur les régimes alimentaires sains pourrait donner une description composite partielle des régimes alimentaires sains, à laquelle on pourrait comparer les régimes alimentaires réels. Cependant, pour le moment, les directives alimentaires mondiales ne sont pas complètes, d'où la difficulté d'établir un indicateur ou un score qui illustrerait clairement la qualité des régimes alimentaires et serait valable dans le monde entier.
 - Dans le Cadre d'action de la CIN2, il est recommandé: D'élaborer, adopter des directives internationales à l'appui de régimes alimentaires sains ou les adapter, si nécessaire (recommandation 13). Le Sous-groupe sur l'alimentation et la santé du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles de l'OMS élabore actuellement des recommandations sur les modes d'alimentation.
- Pourcentage de produits mauvais pour la santé ou d'aliments surtransformés dans l'apport alimentaire total: mesure indirecte d'un mode d'alimentation présentant un risque de maladie chronique. Des recherches antérieures ont montré que plus l'apport énergétique des aliments surtransformés représentait une proportion élevée, moins le régime alimentaire était de bonne qualité, au plan des nutriments consommés (Monteiro 2013). Divers termes et systèmes de classification ont été utilisés, notamment ceux d'aliments surtransformés (Monteiro *et al.* 2016), d'aliments à valeur nutritionnelle minimale et d'aliments transformés (FAO 2015c). Un consensus international sur la définition de ce type d'aliments permettrait de collecter des données à ce sujet et de valider un indicateur.

Mieux évaluer la qualité des régimes alimentaires

Globalement, il n'existe pas de données ni d'indicateurs de la qualité des régimes alimentaires qui soient suivis régulièrement et comparables au niveau mondial. Pourtant, l'importance des régimes alimentaires du point de vue de l'état nutritionnel et de l'état sanitaire est largement reconnue.

Des indicateurs de la qualité des régimes alimentaires ont été élaborés et validés récemment, comme les scores de diversité alimentaire, qui illustrent l'adéquation en micronutriments. Dans la plupart des pays, ils sont suivis pour les nourrissons et les enfants en bas âge mais pas pour les adultes.²⁷ La diversité alimentaire minimale chez les femmes est un indicateur valable de l'adéquation en micronutriments, qu'il convient de mesurer dans tous les pays.

Il est nécessaire d'entreprendre des recherches supplémentaires afin d'élaborer des mesures indirectes qui permettent d'évaluer la qualité des régimes alimentaires de manière plus complète, notamment l'adéquation et la modération (Herforth *et al.* 2014). Des indicateurs de la part des produits surtransformés dans le régime alimentaire, par exemple, ont été proposés (Vandevijvere *et al.* 2013). Il convient de tenir compte, dans l'élaboration de ces indicateurs, de la viabilité des deux systèmes de collecte (des enquêtes sur l'alimentation sont-elles nécessaires? quel est le niveau de détail requis?) et des utilisateurs (quels indicateurs de la qualité des régimes alimentaires sont pertinents du point de vue des responsables politiques?) La suite donnée à la recommandation de la CIN2 qui préconisait d'élaborer, d'adopter et d'adapter des directives internationales sur les régimes alimentaires sains contribuera à la création d'indicateurs de la qualité des régimes alimentaires qui soient comparables au niveau mondial.

²⁷ La proportion d'enfants âgés de six à 23 mois qui bénéficient d'un régime alimentaire minimal acceptable (OMS 2015, indicateur PR1) est mesurée dans le cadre d'enquêtes démographiques et sanitaires dans de nombreux pays.

Comme indiqué plus haut, l'une des difficultés que pose la concrétisation de cet objectif tient au fait que très peu de données sur la consommation alimentaire individuelle sont collectées et que les capacités de le faire sont limitées. Les pays qui réalisent des enquêtes sur l'alimentation le font à des intervalles de temps importants (de cinq à 10 ans), en particulier parce que celles-ci sont coûteuses. Parmi les sources de données existantes qui permettent de suivre la qualité des régimes alimentaires figurent les enquêtes sur l'apport alimentaire et les enquêtes sur le budget et les dépenses des ménages. Ces deux catégories d'enquêtes présentent différents avantages et inconvénients ayant trait à la qualité, à la précision et à la viabilité (Vandevijvere et al. 2013). Il convient d'élaborer à la fois des indicateurs et des méthodes de collecte pour suivre les régimes alimentaires au niveau mondial (Vandevijvere et al. 2013). Il est important de noter que l'outil FAO/OMS de données sur la consommation alimentaire individuelle mondiale (GIFT)²⁸ est une initiative en cours qui vise à compiler les données publiques sur l'apport alimentaire. GIFT, ou une base de données similaire sur l'apport alimentaire, peut servir de base au calcul des indicateurs suggérés. De nombreux pays ne disposent pas de données publiques sur les régimes alimentaires et la collecte de ces données demeure peu fréquente. Il existe deux solutions possibles: 1) accroître la fréquence et la fiabilité des enquêtes complètes sur l'alimentation ou 2) insérer des indicateurs synthétiques sur les régimes alimentaires dans les enquêtes démographiques et sanitaires et les enquêtes par grappes à indicateurs multiples (qui ne comprennent pas actuellement de module relatif à l'alimentation et peuvent être réalisées plus fréquemment que les enquêtes sur l'alimentation).

Tableau 1.
Indicateurs existants et indicateurs possibles de la qualité des régimes alimentaires

Indicateur	Composante de la qualité des régimes alimentaires	Évalué actuellement?	Source de données existante ou possible
% d'enfants en bas âge dont le régime répond au critère de diversité alimentaire minimale	Diversité, adéquation	Oui	Enquêtes démographiques et sanitaires dans 41 pays
% de femmes en âge de procréer dont le régime répond au critère de diversité alimentaire minimale chez les femmes	Diversité, adéquation	Non	Enquêtes démographiques et sanitaires
% d'enfants consommant des fruits et légumes en quantité suffisante (recommandations de l'OMS)	Adéquation	Dans une certaine mesure, si l'enquête existante a été révisée	Enquête réalisée en milieu scolaire sur la santé des élèves
% d'adultes consommant des fruits et légumes en quantité suffisante (recommandations de l'OMS)	Adéquation	Dans une certaine mesure, si tous les pays ont transmis des données régulièrement	Instrument STEPS de l'OMS
% de la population consommant < 2 g de sodium/jour (soit 5 g de sel)	Consommation modérée	Dans une certaine mesure, si tous les pays ont transmis des données régulièrement	Instrument STEPS de l'OMS
% de la population pour qui le sucre représente <10% et <5% respectivement de l'apport énergétique alimentaire	Consommation modérée	Non	Enquêtes sur l'alimentation
% de la population consommant des graisses trans	Consommation modérée	Non	L'approvisionnement alimentaire fournit peut-être une mesure plus adéquate que l'apport alimentaire
% des produits mauvais pour la santé et des aliments surtransformés dans l'apport alimentaire total	Consommation modérée	Non, indicateur en cours d'élaboration	Enquêtes sur les régimes alimentaires; autres méthodes possibles
Qualité globale du régime alimentaire	Adéquation et Consommation	Non, pas d'indicateur	Enquêtes sur les régimes alimentaires; autres méthodes possibles

28 Informations disponibles à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/nutrition/assessment/food-consumption-database/en/>

4.2. Environnement alimentaire

L'un des principaux moyens de faire progresser la nutrition par l'intermédiaire de politiques relatives aux systèmes alimentaires consiste à améliorer l'environnement alimentaire, notamment en accroissant la disponibilité et l'accessibilité économique, tout au long de l'année, d'aliments variés et nutritifs et en limitant le coût, la commodité et la commercialisation des aliments qui nuisent à la santé.

Il convient de noter que l'environnement alimentaire n'est pas une notion qui fait explicitement l'objet d'un suivi au niveau international. Il s'agit d'une notion qui se rapporte davantage au contexte des environnements obésogènes des pays à revenu élevé. Toutefois, elle est de plus en plus pertinente au niveau mondial car les divisions entre pays pauvres touchés par l'insécurité alimentaire et pays riches caractérisés par la surconsommation n'a plus lieu d'être. En effet, toutes les formes de malnutrition (dénutrition, obésité et maladies non transmissibles d'origine alimentaire) coexistent dans la plupart des pays, notamment les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, souvent au sein d'une même population, voire dans un même foyer ou chez une même personne.

Il n'y a pas d'indicateur unique de l'environnement alimentaire. C'est pourquoi les indicateurs examinés ne correspondent qu'à une partie de cet environnement.

Indicateurs disponibles

Actuellement, les principaux indicateurs de l'environnement alimentaire qui font l'objet d'un suivi au niveau mondial concernent la disponibilité et le **coût des calories**:

- Disponibilité énergétique alimentaire (DEA): nombre de kilocalories disponibles par personne et par jour. Calculé sur la base des bilans alimentaires de la FAO, suivi depuis les années 1970 par la FAO, publié dans *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* (SOFI).
- Prévalence de la sous-alimentation: proportion de la population qui n'est pas accès à des calories en quantité suffisante, en fonction de la DEA (chiffre ajusté sur la base de l'inégalité des revenus). Calculée à partir des bilans alimentaires de la FAO, suivie depuis les années 1980 par la FAO, publiée dans les rapports SOFI.
 - Ces indicateurs sont importants pour évaluer la faim, en fonction de la quantité globale d'aliments disponibles, mais ils doivent être complétés par des indicateurs portant sur la qualité nutritionnelle des aliments.

Récemment, plusieurs indicateurs de la **disponibilité des aliments à densité élevée en nutriments** ont été compilés par tous les pays:²⁹

- Disponibilité des fruits et légumes (en grammes par personne et par jour): calculée à partir des bilans alimentaires de la FAO et publiée dans le Rapport sur la nutrition mondiale 2015.
 - Il s'agit d'un indicateur important des environnements alimentaires sains, étant donné qu'il signale si la disponibilité en fruits et légumes est suffisante pour répondre aux besoins de la population (OMS et FAO 2003,

²⁹ Pourcentage de l'apport protéique provenant d'aliments d'origine animale (en grammes par personne et par jour), calculé à partir des bilans alimentaires de la FAO et publié dans le SOFI et le Rapport sur la nutrition mondiale. Cet indicateur pose problème car aucune valeur optimale n'a été définie pour la consommation de protéines animales. Par conséquent, on ne sait pas véritablement si une disponibilité accrue de ces protéines serait positive ou négative. On trouve des protéines animales dans des aliments qui sont bénéfiques aux enfants en bas âge (produits laitiers), permettent d'améliorer l'état de santé de la population générale à long terme (poisson, œufs, yaourt) ou présentent, au contraire, des inconvénients sanitaires au long cours (viande rouge transformée). En outre, les protéines animales suscitent des préoccupations d'ordre écologique, notamment du point de vue des émissions de gaz à effet de serre. L'approvisionnement en protéines animales, indépendamment des aliments qui les contiennent et de leur accessibilité économique pour les différentes catégories de population, n'a que peu de liens avec l'existence d'un environnement alimentaire sain.

Lock *et al.* 2004). Des analyses récentes ont montré que la disponibilité des fruits et légumes était inférieure aux recommandations de la plupart des pays du monde (Siegel *et al.* 2014; Keats et Wiggins 2014). Il est important de suivre ce groupe d'aliments, étant donné que les fruits et légumes ne sont pas substituables du point de vue de la santé. Les recherches ont montré que l'effet protecteur de la consommation de fruits et légumes sur la santé ne pouvait s'expliquer uniquement par la teneur en micronutriments et découlait peut-être de la présence d'autres composants des aliments, comme les fibres et les phytonutriments, ou encore de leurs effets sur la satiété et la digestion/absorption.

- Pourcentage de calories provenant d'aliments secondaires: calculé à partir des bilans alimentaires de la FAO, publié dans le SOFI 2013 et le Rapport sur la nutrition mondiale.
 - Cet indicateur peut donner une mesure indirecte de la disponibilité des aliments à densité élevée en nutriments mais n'est pas en soi le signe d'un environnement alimentaire sain car il ne permet pas d'opérer une distinction entre les aliments à densité élevée en nutriments selon qu'ils sont bons ou mauvais pour la santé. Il est destiné à fournir une mesure indirecte de la diversité et/ou de la densité en micronutriments des approvisionnements alimentaires.

Les **indicateurs de l'accessibilité économique** des aliments qui sont utilisés actuellement concernent essentiellement les prix des féculents (maïs, riz et blé, principalement); il s'agit d'indicateurs des prix globaux des aliments ou de la volatilité des prix des denrées alimentaires qui se fondent sur les prix des féculents ou d'un assortiment d'aliments de consommation courante dans un pays donné (indépendamment des besoins nutritionnels et des recommandations alimentaires). Parmi les informations disponibles figurent les suivantes:

- Prix des céréales de base:
 - collecté périodiquement (souvent toutes les semaines ou tous les mois) publié ([outil de suivi et d'analyse des prix alimentaires](#) du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture)³⁰ y del análisis y cartografía de la vulnerabilidad (VAM) del PMA, así como de otros sistemas de seguimiento nacionales específicos de los países de ingresos bajos.
- Prix des autres aliments:
 - L'indice des prix à la consommation des produits alimentaires est publié sur différents supports, notamment dans *Market Monitor*, bulletin trimestriel de l'Unité de cartographie et d'analyse de la vulnérabilité du PAM. Il est fondé sur le prix d'un assortiment d'aliments de consommation courante, sans lien réel avec les besoins alimentaires.
 - Les trois principales institutions qui maintiennent à jour des bases de données (qui se recoupent en partie) sur les prix des denrées alimentaires sont la FAO, le PAM et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) (Réseau d'information sur la sécurité alimentaire 2015). Ces bases de données ne tiennent pas compte des prix de denrées qui sont souvent insuffisamment présentes dans les régimes alimentaires (par rapport aux recommandations) comme les fruits, les légumes, la plupart des légumineuses, les œufs et le poisson. (L'indice FAO des prix des produits alimentaires, par exemple, est la moyenne des prix de cinq groupes de produits: les céréales, les huiles végétales, le sucre, les produits laitiers et la viande).
 - Même si des gouvernements collectent les prix d'un plus large éventail d'aliments, ces prix ne sont pas communiqués ni suivis au niveau mondial.

30 Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/pricetool/>

Ce qu'il est possible de mesurer: indicateurs définis pour lesquels des données ne sont pas nécessairement collectées ni communiquées par les pays

Au niveau mondial, les données recueillies ne concernent que la disponibilité et le prix des calories, des aliments de base et des assortiments de produits alimentaires, sans tenir compte de la mesure dans laquelle ces aliments satisfont les besoins alimentaires. Pour évaluer un environnement alimentaire conforme et favorable aux recommandations de l'OMS sur les régimes alimentaires sains, les indicateurs suivants sont nécessaires:³¹

- La disponibilité en sucre (en grammes par personne et par jour, calculée à partir des bilans alimentaires de la FAO) peut fournir une mesure indirecte de l'excès de sucres ajoutés dans l'environnement alimentaire; la corrélation entre la disponibilité en sucre et la prévalence du diabète a été démontrée (Basu et al. 2013).
- Il serait judicieux de suivre un indicateur concernant les produits mauvais pour la santé et les aliments surtransformés.^{32,33} La FAO a publié des directives sur la collecte d'informations relatives à la transformation des produits alimentaires dans le cadre d'enquêtes de consommation alimentaire (FAO 2015c).
- La disponibilité en eau potable pourrait être considérée comme un indicateur lié à l'environnement alimentaire, étant donné que l'eau potable est une composante essentielle de tout régime alimentaire sain. Cet indicateur fait l'objet d'un suivi³⁴ mais pas dans le cadre des évaluations de la sécurité alimentaire et de l'environnement alimentaire.
- Un indicateur de diversité de la production pourrait s'avérer utile, en particulier en zone rurale. La diversité fonctionnelle de la production au niveau des communautés (Remans *et al.* 2011) constitue une mesure synthétique de la diversité des cultures du point de vue des nutriments qu'elles fournissent et pourrait permettre d'évaluer, de façon indirecte, l'accès à des aliments variés dans certaines zones. Il serait possible de calculer la diversité fonctionnelle à partir des données issues de n'importe quelle enquête agricole qui indique les végétaux cultivés de sorte que les données puissent être agrégées au niveau des communautés ou des districts. Il est également possible de mesurer la diversité fonctionnelle des marchés.

Ce qu'il est nécessaire de mesurer dans l'idéal mais ne peut l'être sans travaux supplémentaires

Il n'y a pas d'informations sur les composantes de l'environnement alimentaire que sont l'accessibilité économique, la commodité et l'attrait sont maigres. Pour mesurer l'**accessibilité économique**, il est nécessaire d'élaborer des indicateurs qui portent sur le coût de régimes alimentaires nutritifs et de divers groupes d'aliments, qui sont exclus des données existantes sur les prix des céréales de base et d'autres aliments de consommation courante. Parmi ces indicateurs pourraient figurer notamment les suivants:

- Coût minimal d'un régime alimentaire sain sur les marchés locaux par rapport à la fourchette de revenus des populations concernées. Pour l'instant, il n'existe aucun indicateur au niveau national; il serait possible d'en établir un au niveau local sur la base de l'outil de Save the Children sur le coût des régimes alimentaires (Chastre *et al.* 2009).
- Indice de prix d'un régime alimentaire sain conforme aux recommandations nutritionnelles. Similaire à un indice des prix à la consommation pour les aliments de consommation courante; il serait possible de créer un indice des prix à la consommation pour un régime alimentaire recommandé (indice des prix à la consommation des aliments nutritifs).
- Suivi des prix pour tous les groupes d'aliments, tels que définis dans les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments.

31 Il a également été suggéré d'utiliser le pourcentage du budget alimentaire consacré aux fruits et légumes (Rapport sur la nutrition mondiale 2015) pour mesurer l'accessibilité économique des fruits et légumes. Toutefois, il ne s'agit pas d'un indicateur idéal concernant l'environnement alimentaire car il ne permet pas de distinguer les prix des aliments du comportement alimentaire; il est le reflet de ces deux éléments. Par conséquent, il n'est spécifique ni à l'environnement alimentaire ni aux régimes alimentaires. Il est fonction à la fois des prix et des préférences de consommation.

32 Monteiro et al. (2016) entendent par aliments surtransformés les produits alimentaires fabriqués à partir d'ingrédients industriels issus de l'extraction, du raffinage et de la modification des composants d'aliments bruts et ne contenant que peu voire pas d'aliments intégraux.

33 L'utilisation de la vente au détail d'aliments préemballés (volume par personne) comme indicateur a été suggérée dans le Rapport sur la nutrition mondiale 2015 mais elle pose problème car même les aliments qui sont bons pour la santé (fruits et légumes, par exemple) sont souvent emballés. Or, cet indice est censé cibler les aliments transformés à longue conservation qui sont mauvais pour la santé.

34 Le programme de suivi mis en place conjointement par l'OMS et l'UNICEF a permis d'établir un ensemble normalisé de catégories relatives à l'eau potable et à l'assainissement. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse: <http://www.wssinfo.org/>

La **commodité** correspond au temps et aux efforts que demandent l'obtention, la préparation et la consommation d'un aliment donné. La mesure indirecte de la commodité, et la plus simple, est peut-être la distance à parcourir jusqu'aux marchés où sont vendus des aliments (sains et moins sains). Toutefois, il faudrait disposer d'indicateurs supplémentaires pour prendre en compte le temps de préparation. Le Cadre pour une politique scolaire de l'OMS définit des indicateurs axés sur le milieu scolaire, qui peuvent aussi donner des informations sur la disponibilité et la commodité des aliments pour les enfants (OMS 2008b).

L'**attrait** découle à la fois de la qualité de l'aliment et de sa commercialisation, ainsi que des normes sociales qui y sont associées. La mesure de l'exposition des enfants aux opérations de commercialisation de produits alimentaires dans tous les grands médias pourrait être un autre indicateur d'attractivité (Swinburn *et al.* 2013a, Kelly *et al.* 2013).

Enfin, il est important de suivre aussi les indicateurs de la **sécurité sanitaire des approvisionnements alimentaires**.

Mieux évaluer l'environnement alimentaire

Pour l'instant, les indicateurs disponibles au niveau mondial sont loin de fournir une image complète de l'environnement alimentaire. Dans le tableau récapitulatif (tableau 2) ci-après figurent plusieurs indicateurs qui sont nécessaires pour améliorer la compréhension actuelle de l'environnement alimentaire, à savoir les catégories d'aliments et de régimes alimentaires disponibles, abordables, pratiques et attractifs.

La plupart de ces indicateurs ne sont pas compilés ni publiés à l'heure actuelle au niveau mondial, et encore moins à l'échelon des pays. Parfois, il est nécessaire d'élaborer des indicateurs. Dans la plupart des cas, il convient de renforcer les systèmes de données afin de pouvoir collecter les informations requises, ce qui est tout à fait possible. En effet, le fait que les données communiquées sur les prix de divers aliments soient insuffisantes pour l'heure ne signifie pas obligatoirement que les systèmes de collecte de données ne sont pas efficaces. Les techniques qui servent à compiler et à communiquer régulièrement les prix des céréales de base sur les marchés locaux (comme le fait l'Unité de cartographie et d'analyse de la vulnérabilité du PAM) pourraient être étendues à davantage d'aliments (Herforth 2015).

Les indicateurs énumérés dans le tableau 2 sont peut-être les plus importants pour comprendre l'environnement alimentaire, à savoir les catégories d'aliments réellement disponibles, abordables, pratiques et attractives en un lieu donné. Il convient toutefois de noter qu'aucun des indicateurs susmentionnés ne peut donner à lui seul une vision complète de ce qu'est un environnement alimentaire sain. Il faut les considérer dans leur ensemble pour repérer les domaines dans lesquels les politiques pourraient avoir un effet positif ou négatif sur la santé globale de l'environnement alimentaire.

Il est important de citer les activités de l'International Network for Food and Obesity / Non-communicable Diseases Research, Monitoring and Action Support **INFORMAS** qui visent à suivre et à promouvoir les actions des secteurs public et privé dont l'objectif est de créer un environnement alimentaire sain, ainsi qu'à établir un référentiel dans ce domaine. De nombreux autres indicateurs qui présentent un champ d'application plus large sont en cours d'élaboration dans ce cadre.³⁵

35 Pour en savoir plus, voir: www.informas.org.

Tableau 2. Environnement alimentaire: indicateurs existants et indicateurs possibles

Les indicateurs sont regroupés selon un code couleurs qui correspond à la composante de l'environnement alimentaire qu'ils mesurent.

Indicateur	Niveau	Composante de l'environnement alimentaire	Adéquation ou modération dans la consommation du régime alimentaire	Évalué actuellement?	Source de données existante ou possible
% de calories issues d'aliments secondaires	Pays/district	Disponibilité (mesure indirecte)	Enquêtes démographiques et sanitaires dans 41 pays	Oui: SOFI et Rapport sur la nutrition mondiale	Bilans alimentaires de la FAO
% de la population ayant accès à l'eau potable		Disponibilité	Adéquation (eau)	Oui: Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement	Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement
Disponibilité en fruits et légumes (grammes/personne/jour)	Pays/district	Disponibilité	Adéquation	Oui: Rapport sur la nutrition mondiale	FAOSTAT, bilans alimentaires
Disponibilité en sucre (grammes/personne/jour)	Pays/district	Disponibilité	Consommation modérée	Non	Bilans alimentaires de la FAO
Lois limitant les graisses trans	Pays	Disponibilité	Consommation modérée	Modérément, pour les graisses trans et les graisses saturées considérées ensemble	NCD Progress Monitoring dans le cadre de l' enquête mondiale sur les capacités des pays .
Indice des prix d'un régime alimentaire sain conforme aux recommandations nutritionnelles	Pays/district	Accessibilité économique	Adéquation	Non	Dans la plupart des pays, les systèmes de collecte de données sur les prix des aliments des services nationaux de statistiques pourraient constituer une source de données
Prix à la consommation moyens de diverses catégories d'aliments	Pays/district	Accessibilité économique	Adéquation et consommation modérée (prix relatifs)	Non	Les bureaux nationaux de statistiques ou d'autres systèmes de collecte de données sur les prix des aliments pourraient être une source d'information
Distance moyenne jusqu'à un marché où il est possible d'acheter des fruits et légumes	Pays/district	Commodité (mesure indirecte)	Adéquation	Non	Le Système d'information géographique (SIG) et/ou les enquêtes auprès des ménages pourraient constituer une source des données
Distance moyenne jusqu'à un marché où sont vendus des aliments surtransformés ou des produits mauvais pour la santé	Pays/district	Commodité (mesure indirecte)	Consommation modérée	Non	Le Système d'information géographique (SIG) et/ou les enquêtes auprès des ménages pourraient constituer une source des données
Exposition des enfants aux opérations de commercialisation de produits alimentaires dans tous les grands médias	Pays	Attrait	Consommation modérée	Modérément ³⁶	NCD Progress Monitoring dans le cadre de l' enquête mondiale sur les capacités des pays .

Remarque: L'extension de la notion d'environnement alimentaire sain à l'alimentation et aux pratiques de soin des nourrissons nécessiterait un indicateur supplémentaire: le pays dispose de lois/règlements qui appliquent sans réserve le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel (résolution WHA34.22) et les résolutions pertinentes adoptées ensuite par l'Assemblée mondiale de la santé (OMS 2015 – indicateur PE2).

4.3. Possibilité de suivre les indicateurs relatifs à l'environnement alimentaire et à la qualité des régimes alimentaires au niveau mondial

À l'instar des indicateurs concernant l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires, qu'il convient d'élaborer, il est nécessaire de mettre en place des systèmes de suivi pertinents. Les acteurs intervenant dans cette étape essentielle du processus qui doit aboutir à l'évaluation de l'impact des politiques sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires sont notamment: les services nationaux de statistiques, les ministères de l'agriculture (pour les informations relatives aux prix des aliments et à la production végétale), les ministères de la santé (pour les informations concernant la qualité des régimes alimentaires), les organisations internationales qui collectent et analysent des données sur l'alimentation et les régimes alimentaires et gèrent des bases de données mondiales (comme la FAO, l'OMS, le PAM ou l'UNICEF), les équipes réalisant des enquêtes régulières (enquêtes démographiques et sanitaires, par exemple), ainsi que des organisations de la société civile (OSC) et des entreprises privées qui collectent des données de ce type.

S'il est nécessaire d'améliorer les données à la fois sur les régimes alimentaires et sur l'environnement alimentaire, il est tout aussi indispensable de mettre en place un système pour les communiquer et les suivre à l'échelon international. Pour ce qui est de la transmission des données, plusieurs solutions sont possibles:

- Inclure les indicateurs relatifs à l'environnement alimentaire et aux régimes alimentaires dans des publications annuelles³⁷, comme le Rapport sur la nutrition mondiale³⁷ et *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* (SOFI). Il est déjà prévu d'étendre la portée du SOFI de manière à ce que la nutrition figure de manière systématique dans les éditions futures et à faire rapport sur l'ODD 2. Fortes d'une présentation novatrice et d'une orientation de haut niveau, ces publications offrent la possibilité de plaider en faveur d'une collecte et d'une compilation accrues d'indicateurs sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires.
- Incorporer ces indicateurs dans des cadres de suivi de haut niveau comme:
 - Le Cadre mondial de suivi de l'OMS concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant à l'horizon 2025, qui contient une série restreinte d'indicateurs que tous les pays doivent communiquer, outre une série large d'indicateurs parmi lesquels ils peuvent choisir en fonction de leurs besoins. Actuellement, ce cadre ne comporte qu'un indicateur relatif aux régimes alimentaires, le régime minimal acceptable pour les enfants de six à 23 mois, qui concerne principalement les pratiques de soin liées à l'allaitement au sein et à l'alimentation complémentaire (OMS *et al.* 2008). Il comprend aussi un indicateur (secondaire) qu'il est suggéré d'utiliser pour évaluer l'environnement alimentaire: le nombre de pays dotés de lois/règlements protégeant les enfants face à la commercialisation d'aliments et de boissons mauvais pour la santé. Sur les 36 indicateurs présentés dans le cadre de suivi, celui-ci est l'un des seuls pour lesquels il n'existe pas de source de données.³⁸

36 L'enquête mondiale sur les capacités des pays dans le domaine des maladies non transmissibles, réalisée en 2014, contenait un indicateur portant sur la mise en œuvre, par les pays, des recommandations de l'OMS relatives à la commercialisation de produits destinés aux enfants (OMS 2010). Les pays ont communiqué eux-mêmes les données. Le Rapport sur la nutrition mondiale donne la description suivante: «Parmi les 193 pays couverts par l'Enquête sur les capacités de lutte contre les MNT, 24% affirment avoir mis en œuvre les recommandations de l'OMS de 2010 visant à guider les efforts nationaux de restriction de la commercialisation d'aliments ciblant les enfants (OMS 2010b). Toutefois, les critères permettant d'établir si un pays a bel et bien mis en œuvre les recommandations n'apparaissent pas clairement. Cela pourrait signaler, par exemple, l'existence d'un accord volontaire sur certains aspects de la commercialisation, un énoncé politique justifiant l'importance de la question, un plan d'action exhaustif, ou la mise en œuvre d'une action spécifique ayant atteint l'objectif établi dans les recommandations: à savoir réduire à la fois l'exposition des enfants et la force des messages commerciaux. La base de données NOURISHING du Fonds mondial de recherche contre le cancer (World Cancer Research Fund International), qui suit les informations confirmées sur la mise en œuvre de politiques spécifiques, signale que 16 pays seulement ont mis en œuvre des restrictions sur la commercialisation d'aliments ciblant les enfants en vue d'atteindre ces objectifs (WCRF International 2016). Ce chiffre représente à peine 8% des 193 pays. Des travaux plus poussés s'imposent pour clarifier la façon de surveiller la mise en œuvre des recommandations de l'OMS.»

37 Le Rapport sur la nutrition mondiale 2015 proposait un ensemble d'indicateurs visant à témoigner d'un système alimentaire sain et durable mais ces indicateurs étaient tributaires des données disponibles, qui, comme nous l'avons expliqué, ne permettent de cerner que de façon limitée la manière dont les intérêts réels s'articulent.

38 Ce cadre reconnaît que, bien que l'ensemble d'indicateurs comprenne quelques indicateurs alimentaires et nutritionnels (par exemple, régime alimentaire minimal acceptable, enrichissement des aliments et poudres de micronutriments), il exclut d'autres indicateurs liés à l'alimentation, comme la consommation durable, les approvisionnements agricoles, les habitudes de consommations, etc. Il est nécessaire de mener des travaux plus approfondis en vue d'évaluer des indicateurs permettant de mieux suivre le processus qui mènent à la concrétisation des objectifs nutritionnels mondiaux et de concevoir des activités de recherche autour d'indicateurs existants ou nouveaux.

- Le Plan d'action mondial de l'OMS pour la lutte contre les maladies non transmissibles (résolution WHA66.10) et son cadre de mise en œuvre, qui comprend des indicateurs sur l'apport en fruits et légumes, l'apport en sel et l'apport en graisses saturées, ainsi que des politiques qui visent à limiter la commercialisation de certains produits ciblant les enfants et des politiques destinées à réduire la présence de graisses saturées et à éliminer les graisses trans.
- Les pays qui participent au Mouvement pour le renforcement de la nutrition sont propriétaires des données collectées dans ce cadre. Des plateformes d'information nationales pour la nutrition, par exemple, sont en cours de mise en place, elles doivent permettre de suivre les résultats nutritionnels ainsi que leurs causes; l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires joueraient aussi un rôle important en la matière.

5

Conclusions et recommandations

L'idée d'un système alimentaire sain est inhérente aux résultats et aux engagements issus de la CIN2 et au Programme de développement durable à l'horizon 2030. À ce titre, il faut s'efforcer de la faire progresser dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025). Pour concrétiser cette vision, il serait judicieux de suivre l'évolution de l'environnement alimentaire et des régimes alimentaires et d'évaluer l'impact des politiques relatives aux systèmes alimentaires qui ont l'incidence la plus marquée sur ces résultats. Parmi les **mesures recommandées** à cet égard figurent les suivantes:

1. Élaborer et suivre des indicateurs viables et valables qui reflètent les résultats attendus de l'environnement alimentaire et des régimes alimentaires.
 - Utiliser/harmoniser les indicateurs existants dans tous les pays:
 - Généraliser l'utilisation de la diversité alimentaire minimale chez les femmes afin qu'elle fasse l'objet d'un suivi dans tous les pays en tant qu'indicateur de la qualité et de l'adéquation en micronutriments des régimes alimentaires.
 - Continuer de suivre la disponibilité par personne des fruits et légumes afin de vérifier si elle favorise l'application des recommandations de l'OMS en matière d'apports journaliers.
 - Élaborer les indicateurs manquants lorsque l'absence d'informations empêche de bien comprendre les résultats en matière d'environnement alimentaire et de régimes alimentaires. Il s'agit, entre autres, des indicateurs suivants:
 - Indicateurs de la disponibilité et de l'accessibilité économique de divers groupes d'aliments qui répondent aux critères d'un régime alimentaire sain.³⁹ Ces indicateurs supplémentaires doivent compléter l'indicateur d'apport calorique issu d'aliments secondaires afin de veiller à ce que les aliments secondaires disponibles puissent contribuer à un régime alimentaire sain.
 - Indicateurs de la qualité des régimes alimentaires, considérés dans leur ensemble et tenant compte, en particulier, des recommandations existantes de l'OMS: consommation de fruits et légumes et de sel et apport énergétique des sucres libres et des graisses trans.
 - Indicateurs de la consommation d'aliments surtransformés, qui sont importants mais n'ont pas encore été définis ni convenus. Il convient d'approfondir les travaux à ce sujet.
 - Élaborer des systèmes d'information permettant de collecter et de communiquer ces résultats. Dans la mesure du possible, il convient d'utiliser les systèmes d'information et de surveillance existants.
 - Élaborer des recommandations nutritionnelles mondiales fondées sur le choix des aliments afin de faciliter la création de méthodes de mesure de la qualité des régimes alimentaires qui soient applicables à toutes les cultures.
2. Faire en sorte que la FAO et l'OMS adaptent leurs bases de données et publications phares de niveau mondial de manière à ce qu'elles contiennent des informations relative à l'environnement alimentaire et aux régimes alimentaires, ainsi que les politiques relatives aux systèmes alimentaires et agricoles, en vue de suivre la mise en œuvre des 60 recommandations du Cadre d'action de la CIN2 et de permettre aux pays d'avoir accès à l'information facilement.
3. Renforcer les capacités de réaliser des évaluations d'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires, soit dans le cadre plus large d'une évaluation sanitaire ou sociale, soit de manière indépendante. Ce processus doit être conforme aux principes de l'évaluation d'impact, à savoir être participatif et inclusif, être réalisé en

³⁹ Actuellement, ces indicateurs sont en cours d'élaboration et de mise à l'épreuve dans le cadre du projet sur les indicateurs d'accessibilité économique des aliments nutritifs en Afrique. Vous trouverez de plus amples informations à l'adresse suivante: <http://immana.lcirah.ac.uk/node/367>

temps voulu et répondre aux besoins d'information des responsables politiques. Les activités de plaidoyer en faveur des évaluations d'impact sanitaire ou social en général, notamment l'initiative de l'OMS intitulée La santé dans toutes les politiques, doivent inclure l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires.

4. Continuer à renforcer les capacités en matière de nutrition et à élever le degré de priorité de ce domaine dans les pays, notamment la nécessité de favoriser sans tarder les systèmes alimentaires, l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires sains, de manière à ce que les évaluations d'impact sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires soient demandées par les pays et les populations et utilisées dans le processus relatif aux politiques.

La nécessité d'améliorer les méthodes de mesures et de mettre en place un processus viable pour examiner les politiques dans l'optique de la nutrition ne concerne pas uniquement les pays à faible revenu ou les pays à revenu élevé; elle est universelle. Renforcer les capacités mondiales et nationales à cet effet est un travail de longue haleine qui nécessite une vision et un engagement soutenu, dont les résultats positifs sont perceptibles dans l'utilité et l'impact qui sont désormais attribués aux enquêtes démographiques et sanitaires, dont l'élaboration et la mise en œuvre ont demandé plusieurs dizaines d'années.

Le suivi de l'environnement alimentaire et des régimes alimentaires et l'établissement d'un système pour évaluer l'impact des politiques relatives aux systèmes alimentaires sur ces résultats aidera les pays à remplir les engagements pris à la CIN2, à savoir faire une place plus large à la nutrition dans les politiques pertinentes, élaborer des politiques afin d'assurer, d'un bout à l'autre de l'année, l'accès des populations à des aliments répondant à leurs besoins nutritionnels et favoriser une alimentation saine, sûre et variée.

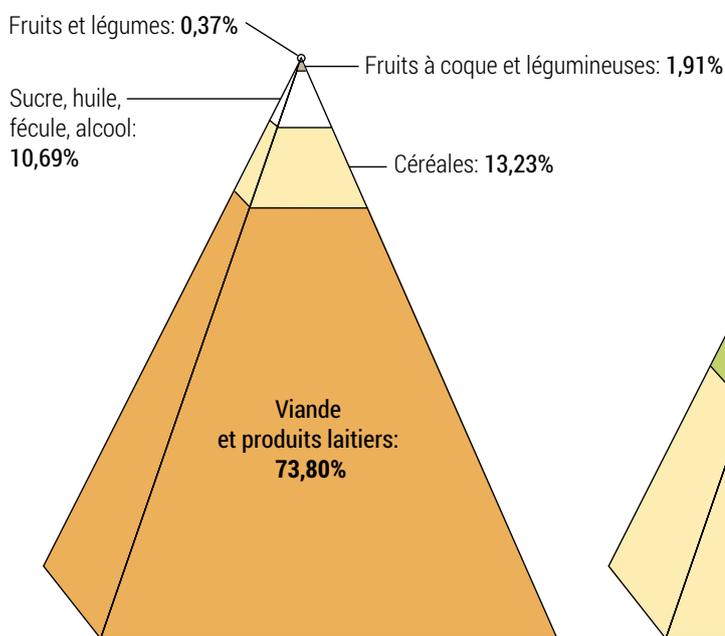


Annexe 1

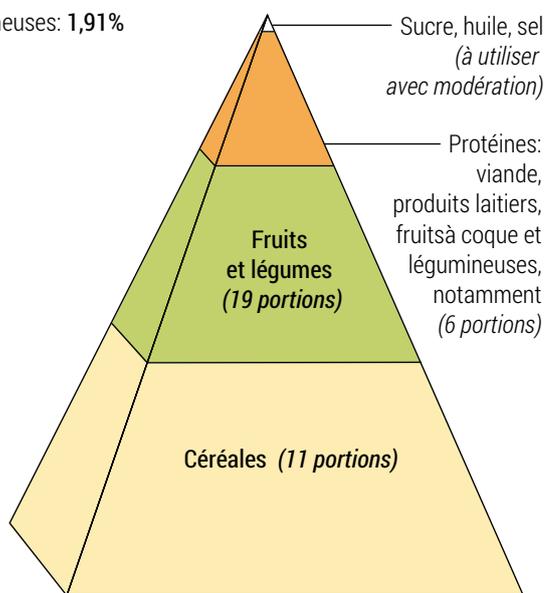
Exemple d'analyse type d'un ensemble de politiques

Figure 4.
Pourquoi une salade coûte-t-elle plus cher qu'un Big Mac?

Subventions fédérales à la production alimentaire, 1995-2005*



Recommandations nutritionnelles fédérales



Répartition des subventions prévues par la Loi agricole

Viande et produits laitiers:	\$ 51 832 388 116	73,80%	(directement et indirectement par l'intermédiaire des aliments pour animaux)
Céréales destinées à la consommation humaine:	\$ 9 288 990 323	13,23%	(maïs, blé, sorgho, avoine, riz, orge)
Sucre, huile, féculé, alcool:	\$ 7 507 636 820	10,69%	(maïs, sucre, betterave, colza, 80% de tournesols destinés à la production d'huile)
Fruits à coque et légumineuses:	\$ 1 339 263 892	1,91%	(soja, arachide, 20% de tournesols destinés à la production de graines)
Pommes:	\$ 261 540 987	0,37%	
Total des subventions agricoles	\$ 70 229 820 137	100,00%	

* Ce calcul ne s'applique qu'à la consommation alimentaire nationale. Sont donc exclus les exportations et le maïs cultivé aux fins de la fabrication d'éthanol. Sont également exclues toutes les aides fédérales ne figurant pas explicitement dans la Loi agricole. Par conséquent, il n'est pas tenu compte des indemnités de sinistre, des indemnités de conservation ni des achats aux fins de l'aide alimentaire.

Source: <http://www.pcrm.org/sites/default/files/pdfs/health/perverse%20pyramid.pdf>

Voir également: «Spoiled system: Eating healthier comes with a price for families.» Karen Auge, *The Denver Post*, 5 sept. 2010. http://www.denverpost.com/news/ci_15996357

Annexe 2

Mesures recommandées aux fins de la création d'un environnement favorable à une action efficace

Extrait du Cadre d'action de la CIN2:

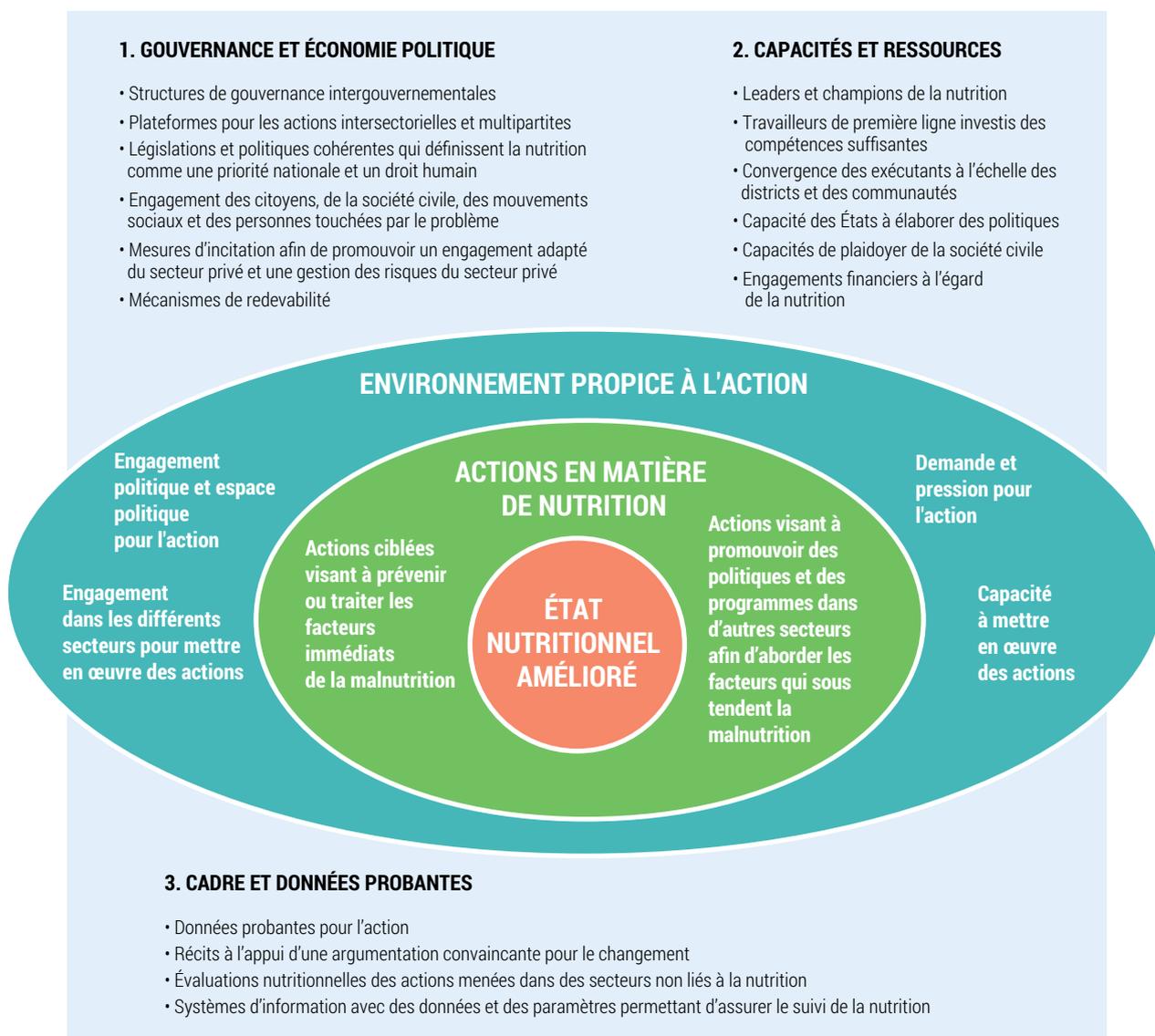
Mesures recommandées aux fins de la création d'un environnement favorable à une action efficace

- **Recomendación 1:** Renforcer l'engagement politique et la participation sociale aux fins de l'amélioration de la nutrition au niveau des pays, en recourant au dialogue sur les politiques et au plaidoyer.
- **Recommandation 2:** Élaborer – ou réviser, le cas échéant – et chiffrer les plans nationaux pour la nutrition, harmoniser les politiques des différents ministères et organismes lorsque ces politiques ont des incidences sur la nutrition et renforcer les cadres juridiques et les capacités stratégiques dans le domaine de la nutrition.
- **Recommandation 3:** Aux fins de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, renforcer ou établir, selon le cas, dans l'ensemble de l'administration des mécanismes nationaux intersectoriels réunissant plusieurs parties prenantes, pour superviser la mise en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes et autres investissements relatifs à la nutrition. Il peut être nécessaire de mettre en place des plateformes de ce type à différents niveaux et il convient de les assortir de solides mécanismes de prévention des fraudes et des conflits d'intérêts.
- **Recommandation 4:** Favoriser un investissement responsable et durable dans la nutrition, notamment au niveau national avec des financements locaux; générer des ressources supplémentaires au moyen d'outils de financement novateurs, inciter les partenaires du développement à accroître l'aide publique au développement affectée à la nutrition et encourager les investissements privés en tant que de besoin.
- **Recommandation 5:** Améliorer la disponibilité, la qualité, la quantité, la couverture et la gestion des systèmes d'information multisectoriels relatifs à l'alimentation et à la nutrition pour améliorer l'élaboration des politiques et la transparence.
- **Recommandation 6:** Promouvoir la collaboration entre pays, notamment la coopération Nord-Sud, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, ainsi que la mise en commun d'informations relatives à la nutrition, à l'alimentation, aux technologies, à la recherche, aux politiques et aux programmes.
- **Recommandation 7:** Renforcer la gouvernance de la nutrition et coordonner les politiques, les stratégies et les programmes des organisations, programmes et fonds du système des Nations Unies dans le cadre de leurs mandats respectifs.

Annexe 3

Mesures recommandées dans le Rapport sur la nutrition mondiale en vue de la création d'un environnement politique favorable

Figure 5.
Actions visant à créer un environnement politique propice à la promotion de la nutrition



Source: Rapport sur la nutrition mondiale 2015, page 44.

Annexe 4

Exemples de politiques revêtant une importance du point de vue de l'environnement alimentaire et des régimes alimentaires

Tableau 3.
Politiques et réseaux existants dans les pays visés par l'initiative Leveraging Agriculture for Nutrition in East Africa (LANEA) et qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les liens entre l'agriculture et la nutrition

		Vision 2030	Vision 2040 (2010)
Politiques	Plan de croissance et de transformation II (GTP II)		
	Programme national de nutrition (NNP)	Politique relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle	Plan national de développement (2010)
	Stratégie nationale de nutrition	Stratégie relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle	Politique agricole nationale (2011)
	Cadre relatif aux politiques et aux investissements dans le secteur agricole (PIF)	Plan d'action national pour la nutrition	Stratégie de développement et plan d'investissement dans le secteur agricole (DSIP) (2010)
	Programme de protection sociale fondé sur les activités productives (PSNP)	Stratégie de développement du secteur agricole (2010-2020)	Politique de l'Ouganda en matière d'alimentation et de nutrition (2003) Stratégie de l'Ouganda en matière d'alimentation et de nutrition (2010) Plan d'action de l'Ouganda pour la nutrition (2011)
Réseaux	Nutrition Development Partners Forum	Forum technique sur la nutrition (à l'échelon national et au sein des pays)	Comité de coordination technique multisectoriel (ministères)
	Groupe de travail technique sur la nutrition	Comité de coordination interorganisations sur la nutrition	Uganda Civil Society Coalition on Scaling Up Nutrition (UCCO-SUN)
	Équipe spéciale sur l'agriculture	Équipe de coordination du Mouvement SUN	Groupe de travail technique des Nations Unies sur la nutrition
	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDAAA)	Unité de coordination du secteur agricole (rôle actuel flou)	Private Sector Foundation Uganda (PSFU)
	Programme de croissance agricole Comité directeur national		

Source: Hodge et al. 2015.

Références

1000 Days Partnership on behalf of a wide coalition of nutrition stakeholders. 2015. Priority Nutrition Indicators for the post-2014 Sustainable Development Framework. Available at: <http://www.thousanddays.org/resource/priority-nutrition-indicators-for-the-post-2015-sustainable-development-framework/>

Abaza, H., Bisset, R., & Sadler, B. (2004). Environmental impact assessment and strategic environmental assessment: towards an integrated approach. UNEP/Earthprint.

Akram-Lodhi, A. H. (2015). Accelerating towards food sovereignty. *Third World Quarterly*, 36(3), 563-583. doi:10.1080/01436597.2015.1002989.

Alston et al. 2008. Farm subsidies and obesity in the United States: National evidence and international comparisons. *Food Policy* 33: 470-479.

Banken, R. 2003. Health impact assessment – how to start the process and make it last. *Bulletin of the World Health Organization* 81 (6): 389.

Basu, S., P. Yoffe, N. Hills, and R. H. Lustig. 2013. "The Relationship of Sugar to Population-level Diabetes Prevalence: An Econometric Analysis of Repeated Cross-sectional Data." *PLoS ONE* 8 (2): e57873. doi:10.1371/journal.pone.0057873.

Basu, S., S. Vellakkal, S. Agrawal, D. Stuckler, B. Popkin, S. Ebrahim. 2014. Averting Obesity and Type 2 Diabetes in India through Sugar-Sweetened Beverage Taxation: An Economic-Epidemiologic Modeling Study. *Plos Medicine*, Jan 7 2014. DOI: 10.1371/journal.pmed.1001582.

BMGF. 2014. Sustainable Agriculture, Food Security and Nutrition in the Post-2015 Framework.

Brazil Ministry of Health. (2014). Guia alimentar para a populacao Brasileira.

Brownell et al. 2011.

Chappell, M.J. 2015. Global movements for Food Justice. Prepared for *Handbook on food, politics and society* (Ed. RJ Herring). Oxford University Press. Available at: <http://www.oxfordhandbooks.com/view/10.1093/oxfordhb/9780195397772.001.0001/oxfordhb-9780195397772-e-015>

Chastre, C., A. Duffield, H. Kindness, S. LeJeune, and A. Taylor. 2009. "The Minimum Cost of a Healthy Diet: Findings from Piloting a New Methodology in Four Study Locations." London: Save the Children. http://www.savethechildren.org.uk/sites/default/files/docs/The_Minimum_Cost_of_a_Healthy_Diet_corrected09_1.pdf

Colchero, M.A., B.M. Popkin, J.A. Rivera, S.W. Ng. 2015. Beverage purchases from stores in Mexico under the excise tax on sugar sweetened beverages: observational study. *BMJ* 2016;352:h6704.

EC Better Regulation Toolbox. Available at: http://ec.europa.eu/smart-regulation/guidelines/toc_tool_en.htm

EC, FAO, World Bank Group, and Technical Centre for *Agricultural and Rural Cooperation (2014)*. *Agriculture and Nutrition: A common future. A Framework for Joint Action on Agriculture and Nutrition*.

Escobar, M.A.C., J.L. Veerman, S.M. Tollman, M.Y. Bertram, K.J. Hofman. 2013. Evidence that a tax on sugar sweetened beverages reduces the obesity rate: a meta-analysis. *BMC Public Health* 13:1072. DOI: 10.1186/1471-2458-13-1072

European Centre for Health Policy, WHO Regional Office for Europe. 1999. Gothenburg Consensus Paper.

EU, FAO, USAID, FANTA III, FHI 360. 2014. Introducing the Minimum Dietary Diversity – Women (MDD-W) Global Dietary Diversity Indicator for Women. Available at: <http://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/Introduce-MDD-W-indicator-brief-Sep2014.pdf>.

FAO (Food and Agricultural Organization), IFAD (International Fund for Agricultural Development), and WFP (World Food Programme). 2013. *The State of Food Insecurity in the World 2013: The Multiple Dimensions of Food Security*. Rome: Food and Agricultural Organization of the United Nations.

FAO and WHO. 2014a. *Rome Declaration on Nutrition*. Conference outcome document prepared for the Second International Conference on Nutrition (ICN2), Rome November 19–21.

FAO and WHO. 2014b. *Framework for Action*. Conference outcome document prepared for the Second International Conference on Nutrition (ICN2), Rome November 19–21.

FAO. 2015a. *Key Recommendations for Improving Nutrition through Agriculture and Food Systems (2015)*.

FAO. 2015b. *Mapping and monitoring of policies, legal frameworks, programmes and investments and how they related to food security and nutrition: A stocktaking exercise of FAO's efforts*.

FAO. 2015c. *Guidelines on the collection of information on food processing through food consumption surveys*. Available at: <http://www.fao.org/3/a-i4690e.pdf>

FAO. 2015d. *Nutrition and Social Protection*. Available at: <http://www.fao.org/3/a-i4819e.pdf>

FAO. 2014. *Final Report for the International Symposium on Agroecology for Food Security and Nutrition*. Available at: <http://www.fao.org/3/a-i4327e.pdf>

FAO (Food and Agricultural Organization). 2013. *The State of Food and Agriculture 2013*. Rome: Food and Agricultural Organization of the United Nations.

FAO/WHO (Food and Agricultural Organization/World Health Organization). 1996. "Rome Declaration on World Food Security and World Food Summit Plan of Action." Food and Agricultural Organization of the United Nations, Rome. <http://www.fao.org/docrep/003/w3613e/w3613e00.HTM>

FAO/WHO 2014: Second International Conference on Nutrition outcome documents: ICN 2 Rome Declaration on Nutrition and the Framework for Action. <http://www.fao.org/about/meetings/icn2/en/>

Food Security Information Network (FSIN). 2015. Review of Global Food Price Databases. Available at: <http://reliefweb.int/report/world/review-global-food-price-databases-overlaps-gaps-and-opportunities-improve>

GBD 2013 Risk Factor Collaborators. 2015. Global, regional, and national comparative risk assessment of 79 behavioural, environmental and occupational, and metabolic risks or clusters of risks in 188 countries, 1990–2013: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2013. *The Lancet* 386 (10010):2287-2323.

Gillespie S, van den Bold M, Hodge J, Herforth A. 2015. Leveraging Agriculture for Nutrition in South Asia and East Africa: Examining the enabling environment through stakeholder perceptions. *Food Security* 7(3): 463-477.

Global Panel 2014. Technical Brief 1. How Can Agriculture and food system policies improve nutrition? <http://www.glopan.org/>

Global Panel 2015. Technical Brief 2. Improved metrics and data are needed for effective food system policies in the post-2015 era. <http://www.glopan.org/metrics-and-data>

Gómez, M. I., C. B. Barrett, T. Raney, P. Pinstrip-Andersen, J. Meerman, A. Croppenstedt, B. Carisma, and B. Thompson. 2013. "Post-Green Revolution Food Systems and the Triple Burden of Malnutrition." *Food Policy* 42: pp. 129–138.

Government of UK 2013. Nutrition for Growth Summit. <https://www.gov.uk/government/news/uk-to-host-high-level-meeting-on-global-nutrition-and-growth>

Government of Western Australia. 2011. Health Impact Assessment. Available at: http://www.public.health.wa.gov.au/3/1425/2/health_impact_assessment.pm

Guenther, P.M., Casavale, K.O., Reedy, J., Kirkpatrick, S.I., Hiza, H.A.B., Kuczynski, K.J., Kahle, L.L., Krebs-Smith, S.M., Update of the Healthy Eating Index: HEI-2010, *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, 2013;113:569-580.

Hawkes, C. 2016. Coherence between trade policy and nutrition action: A nutritional perspective. UNSCN Discussion paper.

Hawkes Corinna et al. 2015. Smart food policies for obesity prevention. In *Lancet obesity series*. Volume 385, No. 9985, p2410–2421, 13 June 2015.

Hawkes, C, Jewell J and Allen K. 2013. A food policy package for healthy diets and the prevention of obesity and diet-related non-communicable diseases: the NOURISHING framework. *Obesity Reviews* 14 (2): 159-168.

Herforth A. 2015. Access to Adequate Nutritious Food: New indicators to track progress and inform action. In: Sahn, D (ed.): *The Fight against Hunger and Malnutrition*. Oxford University Press.

Herforth A, Ahmed S. 2015. The food environment, its effects on dietary consumption, and potential for measurement within agriculture-nutrition interventions. *Food Security* 7(3): 505-520.

Herforth A, Frongillo E, Sassi F, Mclean M, Arabi M, Tirado C, Remans R, Mantilla G, Thomson M, Pingali P. 2014. Toward an integrated approach to nutritional quality, environmental sustainability, and economic viability: research and measurement gaps. *Annals of the New York Academy of Sciences*. DOI: 10.1111/nyas.12552

Herforth A, Dufour C. 2013. Key Recommendations for Improving Nutrition through Agriculture: Establishing a global consensus. UN SCN News, Vol. 40: 33-38.

Committee on World Food Security High Level Panel of Experts (CFS HLPE). 2014. Food losses and waste in the context of sustainable food systems. p29.

Hodge J, Herforth A, Gillespie S, Beyero M, Wagah M, Semakula R. 2015. Is there an enabling environment for nutrition-sensitive agriculture in East Africa? Stakeholder perspectives from Ethiopia, Kenya, and Uganda. *Food and Nutrition Bulletin*.

Holt E. 2011. Hungary to introduce broad range of fat taxes. *Lancet* 2011;378(9793):755.

IATP (Institute for Agriculture and Trade Policy). 2006. Food without thought: How U.S. food policy contributes to obesity. IATP: 2006.

IFPRI 2015. Global Nutrition Report 2015. International Network for Food and Obesity / non-communicable Diseases Research, Monitoring and Action Support (INFORMAS): informas.org

IOM (Institute of Medicine) and NRC (National Research Council). 2015. *A framework for assessing effects of the food system*. Washington, DC: The National Academies Press.

Jay, S., Jones, C., Slinn, P., & Wood, C. (2007). Environmental impact assessment: Retrospect and prospect. *Environmental impact assessment review*, 27(4), 287-300.

Kelly, B., L. King, L. Baur, M. Rayner, T. Lobstein, C. Monteiro, J. Macmullan, S. Mohan, S. Barquera, S. Friel, C. Hawkes, S. Kumanyika, M. L'Abbé, A. Lee, J. Ma, B. Neal, G. Sacks, D. Sanders, W. Snowdon, B. Swinburn, S. Vandevijvere, C. Walker and INFORMAS. 2013. Monitoring food and non-alcoholic beverage promotions to children. *Obesity Reviews* 14(S1): 59–69.

Kemm, J. 2003. Perspectives on health impact assessment. *Bulletin of the World Health Organization* 81 (6): 387.

Krebs-Smith, S.M., J. Reedy, C. Bosire. Healthfulness of the U.S. Food Supply: Little improvement despite decades of dietary guidance. *Am J Prev Med* 2010;38(5):472–477.

La Vía Campesina. (2007) "Declaration of the Forum for Food Sovereignty, Nyéléni 2007," viewed on 29 October 2015, <http://nyeleni.org/spip.php?article290>.

Lock, K. 2000. *British Medical Journal* 320: 1395-1398.

Lock, K., Gabrijelcic-Blenkus M., Martuzzi M., Otorepec P, Wallace P, Dora C, Robertson A, Maucec Zatonik J. 2003. Health impact assessment of agriculture and food policies: lessons learnt from the republic of Slovenia. *Bull WHO* 81: 391-398.

Malik VS, Schulze MB, Hu FB: Intake of sugar-sweetened beverages and weight gain: a systematic review. *Am J Clin Nutr* 2006, 84:274–288.

- Monteiro, C. 2013. "The New Role of Industrial Food Processing in Food Systems and Its Impact on Nutrition and Health—A Perspective from the South." Presentation at UN-SCN Meeting of the Minds on Nutrition Impact of Food Systems, Geneva, March 25–28, 2013. Available at: http://www.unscn.org/files/Annual_Sessions/UNSCN_Meetings_2013/Monteiro_Geneva_MoM_final.pdf
- Monteiro, C., G. Cannon, R. Levy, J-C Moubarac, P. Jaime, A.P. Martins, D. Canella, M. Louzada, D. Parra. 2016. Food classification, Public Health: NOVA. The star shines bright. *World Nutrition* 7(1-3): 28-38.
- Muller, M., A. Tagtow, S.L. Roberts, E. MacDougall. 2009. Aligning Food Systems Policies to Advance Public Health. *J Hunger Environ Nutr.* 4(3-4): 225–240. doi: 10.1080/19320240903321193.
- Nesheim Malden C., Oria Maria, and Tsai Yih Peggy (Editors) 2015: Framework for Assessing Effects of the Food System. Institute of Medicine; National Research Council, U.S.
- Ni Mhurchu, C., S. Vandevijvere, W. Waterlander, L. E. Thornton, B. Kelly, A. J. Cameron, W. Snowdon, B. Swinburn and INFORMAS. Monitoring the availability of healthy and unhealthy foods and non-alcoholic beverages in community and consumer retail food environments globally. *Obesity Reviews* 14(S1): 108–119.
- NOAA. 1994. Guidelines and Principles for Social Impact Assessment. Prepared by the Interorganizational Committee on Guidelines and Principles for Social Impact Assessment, US DOC NOAA.
- Nugent, R. 2016. Investments for a Healthy Food System: Implementing the ICN2 Framework for Action. UNSCN Discussion paper.
- Parry, J., J. Wright. 2003. Community participation in health impact assessments: intuitively appealing but practically difficult. *Bulletin of the World Health Organization* 81 (6):388.
- Patel, R. C. 2009. What does food sovereignty look like? *Journal of Peasant Studies* 36:663-673.
- Physicians for Responsible Medicine 2007 (Annex 1 – perverse pyramid)
- Pilchman 2015. Money for Nothing: Are Decoupled Agricultural Subsidies Just? *J Ag Env Ethics.* Nov 2015: 1-21.
- Pingali 2015. Agricultural policy and nutrition outcomes – getting beyond the preoccupation with staple grains. *Food Security* June 2015.
- Pinstrup-Andersen, P. 2013. "Nutrition-sensitive Food Systems: From Rhetoric to Action." *The Lancet* 382 (9890): pp. 375–376.
- Pollan, M. 2006. *The Omnivore's Dilemma*. New York: Penguin Press.
- Powell L, F.J. Chaloupka. Food prices and obesity: evidence and policy implications for taxes and subsidies. *Milbank Q* 2009,87(1):229–257.
- Remans, R., D. F. B. Flynn, F. DeClerck, W. Diru, J. Fanzo, K. Gaynor, I. Lambrecht, J. Mudiope, P. K. Mutuo, P. Nkhoma, D. Siriri, C. Sullivan, and C. A. Palm. 2011. "Assessing Nutritional Diversity of Cropping Systems in African Villages." *PLoS ONE* 6 (6): e21235. doi:10.1371/journal.pone.0021235.

Remans, R., S. Wood, N. Saha, T. L. Anderman, and R. DeFries. 2014. "Measuring Nutritional Diversity of National Food Supplies." *Global Food Security*. Available online July 22, 2014. DOI: 10.1016/j.gfs.2014.07.001.

Siegel et al 2015. The contribution of subsidized food commodities to total energy intake among US adults. *Public Health Nutrition* 2015.

Stedile, J. P. and H. M. de Carvalho. 2011. People need food sovereignty. Pages 21-34 in *Food Movements Unite!* (Ed. E. Holt-Gimenez). Food First Books, Oakland, CA.

Swinburn et al. 2013a. Swinburn, B., G. Sacks, S. Vandevijvere, S. Kumanyika, T. Lobstein, B. Neal, S. Barquera, S. Friel, C. Hawkes, B. Kelly, M. L'Abbé, A. Lee, J. Ma, J. Macmullan, S. Mohan, C. Monteiro, M. Rayner, D. Sanders, W. Snowdon, C. Walker, and INFORMAS. 2013. "INFORMAS (International Network for Food and Obesity/Non-communicable Diseases Research, Monitoring and Action Support): Overview and Key Principles." *Obesity Reviews* 14 (S1): pp. 1–12.

Swinburn et al. 2013b. Monitoring and benchmarking government policies and actions to improve the healthiness of food environments: a proposed Government Healthy Food Environment Policy Index. *Obesity Reviews* 14 (Suppl 1): 24-37.

UN General Assembly. 2016: Resolution adopted by the General Assembly on 1 April 2016. R 70/259. United Nations Decade of Action on Nutrition (2016-2015).

United Nations. 2015: Sustainable Development Goals (SDGs). <https://sustainabledevelopment.un.org/>

UNSCN 2015. Priority Nutrition Indicators for the post-2015 Sustainable Development Goals. Available at: <http://unscn.org/en/publications/nutrition-and-post-2015-agenda/>

UNSCN 2014. Towards sustainable, healthy food systems, Promoting synergies between human and environmental health. Authors: R. Remans, S. Ahmed, A. Herforth, J. Fanzo and F. DeClerck.

UNSCN 2013. SCN News 40. Changing food systems for better nutrition: Mainstreaming nutrition in agriculture investment plans in sub-Saharan Africa: lessons learnt from the NEPAD CAADP Nutrition Capacity Development Initiative. By Charlotte Dufour et al.

USAID 2011. USAID's Infant and Young Child Nutrition Project. Nutrition Impact Assessment Tool. <http://www.iycn.org/resource/nutritional-impact-assessment-tool/>

Vandevijvere et al. 2013 Monitoring and benchmarking population diet quality globally: a step-wise approach. *Obesity reviews* 14 (Suppl 1): 135-49.

Vartanian LR, Schwartz MB, Brownell KD: Effects of soft drink consumption on nutrition and health: a systematic review and meta-analysis. *Am J Public Health* 2007,97(4):667–675.

World Bank. 2014. "Learning from World Bank History: Agriculture and Food-Based Approaches to Address Malnutrition." Agricultural and Environmental Sciences Discussion Paper 10, World Bank Report No. 88740-GLB, World Bank, Washington, DC.

World Cancer Research Fund International. NOURISHING Framework. Available at: <http://www.wcrf.org/int/policy/nourishing-framework>

World Health Assembly. Global Targets to improve maternal, infant, and young child nutrition by 2025. Available at: <http://www.who.int/nutrition/global-target-2025/en/>

WHO. 2008a. Indicators for assessing infant and young child feeding practices: Part1 definitions. Geneva: World Health Organization.

WHO. 2008b. School policy framework: Implementation of the WHO Global Strategy on Diet, Physical Activity and Health. Available at: <http://www.who.int/dietphysicalactivity/schools/en/>

WHO. 2010. Set of recommendations on the marketing of foods and non-alcoholic beverages to children. Available at: <http://www.who.int/dietphysicalactivity/publications/recsmarketing/en/>

WHO. 2012. Guideline: Sodium intake for adults and children. Available at: http://www.who.int/nutrition/publications/guidelines/sodium_intake/en/

WHO. 2013. Global Nutrition Policy Review. http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/84408/1/9789241505529_eng.pdf?ua=1

WHO 2013. Global Action Plan for the Prevention and Control of NCDs 2013-2020. Available at: http://www.who.int/nmh/events/ncd_action_plan/en/

WHO. 2014a. Comprehensive implementation plan on maternal, infant and young child nutrition. Geneva, WHO: 2014. Available at: http://www.who.int/nutrition/publications/CIP_document/en/

WHO. 2014b. WHO OneHealth Costing Tool. Available at: <http://www.who.int/choice/onehealthtool/en/>

WHO. 2014c. Indicators for the Global Monitoring Framework on Maternal, Infant and Young Child Nutrition. Available at: http://www.who.int/nutrition/topics/proposed_indicators_framework/en/

WHO. 2015. Health in All Policies Training manual. Available at: http://who.int/social_determinants/publications/health-policies-manual/en/

WHO. 2015b. Guideline: Sugars intake for adults and children. Available at: http://www.who.int/nutrition/publications/guidelines/sugars_intake/en/

WHO. 2015c. Healthy Diet Fact Sheet. Fact Sheet No. 394. Available at: <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs394/en/>

WHO. 2015d. Using price policies to promote healthier diets. Available at: http://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0008/273662/Using-price-policies-to-promote-healthier-diets.pdf?ua=1

WHO. 2015d. World Health Organization Global Health Observatory Data Repository. Available at: <http://apps.who.int/gho/data/node.main.A897A?lang=en>

WHO. 2015e. WHO Noncommunicable Diseases Progress Monitor 2015. Available at: <http://www.who.int/nmh/publications/ncd-progress-monitor-2015/en/>

Liste des abréviations

AVCI	Année de vie corrigée du facteur invalidité
CIN	Conférence internationale sur la nutrition
DEA	Disponibilité énergétique alimentaire
EDS	Enquête démographique et sanitaire
EGIM	Enquêtes par grappes à indicateurs multiples
EIS	Évaluation de l'impact social
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAPDA	Analyse des décisions en matière de politiques alimentaires et agricoles
ICN2	Deuxième Conférence internationale sur la nutrition
IPC	Indice des prix à la consommation
ODD	Objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
R-D	Recherche-développement
SIG	Système d'information géographique
SOFI	L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde
VAM	Cartographie et analyse de la vulnérabilité
WHA	Assemblée mondiale de la santé

Crédits photos

Couverture: WHO/PAHO/Carlos Gaggero

Page 8: FAO/Marzella Wüstefeld

Page 14: FAO/Oliver Bunic

Page 15: FAO_PhotoLibrary

Page 16: FAO_Luciano Simonelli

Page 17: FAO/Luis Sánchez Díaz

Page 27: FAO/Anna Herforth

Page 41: FAO/Anna Herforth



Vision de l'UNSCN

Un monde libéré de la faim et de toutes les formes de malnutrition est réalisable dans cette génération

Secrétariat de l'UNSCN

E-mail: info@unscn.org • Internet: www.unscn.org • c/o FAO • Viale delle Terme di Caracalla • 00153 Rome, Italie



UNSCN

United Nations System Standing Committee on Nutrition

Avec le soutien de



par décision du
Bundestag allemand